

# Motion déposée par UTOPIA

## UTOPIA

Liste des premiers signataires

Motion déposée par Franck Pupunat (membre du Conseil National, 01)

Samir Abdelli (Conseil Fédéral, 05), Eveline Acciari (01), Sébastien Acquier (31), Nadia Aitouaatar (84), Thierry Alcaraz (84), Anita Alègre (81), Pascale Amblard (84), Jean-François Arnault Vincent (34), Nouria Ayabe (84), Brigitte Barandon (84), Colette Barnay (75), Mauricette Béjoint (01), Dalila Belhocine (84), Christian Bellot (84), Alain Benaim (84), Sabine Bentejac (63), Vincent Bernard (87), Claudine Berthoud (77), Marion Berthoud (FFE Maroc), Jean-Paul Bessière-Orsoni (75), Robert Beune (84), Marie Bidaud (75), Lionel Blondelle (Secrétaire de section, Conseil Fédéral, 52), Karim Boulekrouche (84), Philippe Bouquet (61), Nabil Bounechada (63), Michel Bouteiller (65), Xavier Bouziat (Secrétaire de section, 44), Nicole Bozonnet (01), Jean-Pierre Bravi (84), Gaël Bréheret (44), Daniel Buisson (84), André-Jean Cabel (89), Théo Calafatis (84), Colette Capelle (59), Gérard Chapot (84), Hélène Charrier (63), Michel Charrier (93), Saïd Chihab (01), Patrick Chinestra (31), Yves Chirol (91), Christiane Chirol (91), Hervé Colas (01), Michèle Cols (59), Etienne Courtois (77), Bernard Crayssac (Secrétaire Fédéral, 05), Carolle Daniel (84), Emmanuel Delattre (69), Alain Delhaye (13), Jean-Pierre Delmas (82), Henri Delmedico (84), Isabelle Delorme (84), Amadou Djire (01), Laurent Dolias (13), Antoine Dominguez (84), Matthieu Donjon (91), Jacques Dray (60), Eliane Drut Gorju (Bureau Fédéral, 01), Delphine Drut (01), Annick Dubois (84), Jean-Charles Dubois (Secrétaire de section, 84), Danielle Dufraisse (63), Denise Dupérier (01), Gérard Dupérier (01), Thierry Dupeuble (81), Adel Elit (01), Elisabeth Escuyer (77), Huguette Emile (69), Francesca Famularo-Cardona (13), Jean-Marc Félici (84), David Fournier (Secrétariat Fédéral, 84), Gil Fournier (84), Michèle Fournier-Armand (Vice Présid. Conseil Général, Bureau Fédéral, 84), Valérie Franco (84), Alain Frochen (77), Gérard Fromm (Vice Présid. Conseil Général, Conseil Fédéral, 05), Yannick Gast (Conseil Fédéral, 05), Claudette Gauthier (01), Jean-Christophe Gauthier (FFE Allemagne), Rosine Gautier (75), José Gonzalez (84), Nicolas Guillet (Secrétaire de section, 77), Gilberte Gorju (01), Guilhem Garrigues (82), André Géromin (37), Florence Grange Ponte (63), Patricia Gréco (84), Mickael Guittard (05), Joëlle Heurtel (91), Guy Hubry (84), Denis Huftier (77), Joëlle Imbert (05), Josette Imbert (69), Marc Jacquin (81), Cyrille Jeanneau (37), Michel Jouanne (78), Virginie Jouanne (78), Messaouda Kharoub (84), Serge Kroichvili (14), Jean-François Krzyzaniak (10), Annie Kohli (01), Blanche Kohli (01), Claude Kojchen (33), Isabelle Labrot (84), Bernard Lallement (27), Mehdi Layachi (59), Pierre Lefevre (37), Laurence Legall (75), Pierre Legros (59), Alice Lemoine (59), Bernadette Lemoine (59), Christian Lemoine (59), Muriel Le Prieult (31), Jean Lesage (59), Franck Lichaire (Bureau Fédéral, 84), Henry Lombard (13), Martine Lopez (84), Cédric Luongo (84), Nicolas Malaterre (84), David Marchello (Secrétaire Fédéral, 05), Jacques Marchal (68), Martine Marco (84), Geneviève Marechal (01), René Maret (FFE Italie), Charles Marif (84), Grégoire Marlot (01), Antoine Martin (75), Jean-Luc Martin (56), Thibaut Martinez (01), Anne Matheron (13), Roger Maurel (84), Michel Mazars (75), Bernadette Merchez (75), Claude Mercier (01), Martine Meissimilly (Secrétariat Fédéral, 05), Cécile Métivier (83), Laurent Morel (01), Anne-Marie Morice (93), Nathalie Moschetto (59), Odile Munos (84), Jean-Paul Nasiorowski (62), Simone Nieto (84), Olivier Nodin (75), Jacques Normand (Secrétaire de section, Conseil Fédéral, 29), Bérangère Novel (01), Nathalie Nowak (65), Serge Odobet (Secrétaire de Section, Secrétariat Fédéral, 01), Nicolas Olszak (67), Marie-Claude Oudard (39), Nicolas Pagnier (Délégué National aux nouveaux indicateurs de richesse, Secrétaire de Section, 04), Louise Pagnier (04), Emmanuel Pairis (37), Joël Pairis (37), Eric Palous (01), Laure Pascarel (75), Gérard Patrac (84), Midge Pearson (63), Virginie Peyre (84), Manuel Plisson (75), Jean-Philippe Pillemand (92), Jacques Poncet (01), Jean Poyeton (91), Alain Pujo (65), Claire Pupunat (01), Xavier Ramey (25), Jean-Yves Rault (22), Annie Reboul (84), Yves Reboul (84), Florian Rochette (Secrétaire de section, 34), Jean-Marie Rausenberger (59), Chantale Rezouali (84), Frédéric Rezouali (84), Stéphane Salah (Conseil Fédéral, 59), Elie Fayçal Sari (FFE Algérie), Claude Servy (63), Sylvie Severin (84), Loïc Renaudin (13), Stéphanie Souche (63), Johan Soulas (37), François Tain (38), Jacky Thoinon (01), Maryse Thoinon (01), Pascal Tournois (75), Francis Ubeda (84), Eric Värnild (75), Robert Vaz (84), Guillaume Vejux (59), Jean-Michel Véry (42), Farida Zekkari (Conseil Fédéral, 01)...

UTOPIA

BP 20 016

75 721 Paris Cedex 15

contact@utopia-terre.org

www.utopia-terre.org

## Introduction 91

### Partie 1 Pour une critique radicale du culte de la croissance, de la société de consommation et de la centralité de la valeur travail 92

#### I. Une triple aliénation

##### A. Une aliénation aux dogmes de la croissance et du mérite

- 1/ La religion de la croissance
- 2/ Contre la définition libérale du mérite

##### B. Une aliénation à la société de consommation

- 1/ La consommation et la crise identitaire
- 2/ La consommation et la satisfaction des besoins
- 3/ Vers une autre croissance

##### C. Une aliénation à la "valeur" travail

#### II. Des conséquences lourdes

##### A. L'enjeu majeur de l'environnement

- 1/ Dérèglement du climat : le suicide de l'humanité
- 2/ Une impasse pour l'environnement
- 3/ Un sacrifice des ressources naturelles

##### B. Le recul de la démocratie

- 1/ Les inégalités dans le monde et en France
- 2/ L'affaiblissement des contre-pouvoirs
- 3/ Une éducation qui valorise trop "le futur producteur / consommateur"
- 4/ Une information orientée

## Partie 2 Pour une société fraternelle 98

### I. Pour un accès universel aux droits

- A. Pour une couverture maladie universelle
- B. Pour un accès inconditionnel aux besoins fondamentaux et pour un service public fort
- C. Mettre en débat la question du revenu d'existence ou de citoyenneté

### II. Un nouveau rapport au temps, le développement d'une économie sociale et solidaire

- A. Construire un nouveau rapport au temps
- B. Baisser la durée légale à 32h00 sur le " modèle de la semaine de 4 jours "
- C. vers une économie sociale et solidaire

### III. De nouveaux droits pour les salariés, une refonte radicale de la démocratie sociale

- A. De nouveaux droits pour les salariés

### B. Vers une refonte radicale de la démocratie sociale

- 1/ Instaurer le principe de l'accord majoritaire et mettre en débat la question du droit de veto
- 2/ Un rendez-vous social unique et une représentation de tous les salariés
- 3/ Pour un financement public des Confédérations Syndicales

#### IV. Mener la bataille culturelle

- A. Une lutte européenne et mondiale pour garantir " l'exception culturelle "
- B. S'engager pour soutenir la création
- C. La diffusion doit être plurielle
- D. Pour une politique d'éducation culturelle

#### V. Une école du "savoir-être", une école pour tous

- A. Donner une place centrale à l'éducation civique
- B. Utiliser l'atout de l'hétérogénéité
- C. Prendre en compte le handicap
- D. Corriger les inégalités territoriales
- E. Démocratiser les études supérieures
- F. Se mettre en phase avec l'évolution du monde : une école tournée vers l'Europe
- G. Redonner toute sa place à l'éducation populaire

#### VI. Une démarche féministe

- A. Les inégalités dans le monde du travail
- B. La nécessité du volontarisme

#### VII. Vers un nouveau modèle européen

- A. L'Europe fédérale et politique comme alternative au modèle libéral
- B. Construire l'Europe fédérale
- C. S'inspirer du modèle scandinave ...

#### VIII. Résolument Alter mondialistes

- A. Pour une véritable Souveraineté Alimentaire
- B. Pour une mondialisation solidaire
  - 1/ Une taxe de type "Tobin"
  - 2/ La création de " biens publics mondiaux "
  - 3/ Vers une nouvelle gouvernance mondiale
  - 4/ Le mondialisme, prise en compte des différences pour lutter contre le communautarisme

#### Conclusion

#### UTOPIA, l'histoire d'une démarche

# INTRODUCTION

Pour Utopia, l'enjeu de ce congrès est clair : saurons-nous dessiner à nouveau un idéal fort et mobilisateur et proposer un projet porteur de valeurs humanistes et universalistes ?

Interrogeons-nous sur ce qui fonde notre identité, commande notre engagement collectif et guide notre action, autrement dit sur ce que signifie être socialiste aujourd'hui.

**Il s'agit de nous libérer des dogmes de la croissance, de la société de consommation et de l'idéologie du travail qui fondent la logique du capitalisme.**

Cette réflexion nous semble primordiale, nous l'avons engagée en toute indépendance, et nous souhaitons aujourd'hui la partager. Nous entendons créer les conditions d'un débat ouvert pour construire ensemble un projet collectif, seul capable de redonner du sens à notre engagement.

**Notre motion conduit à proposer une véritable rupture : Une rupture avec la logique d'un capitalisme inhumain et destructeur.**

Cette rupture implique un refus : celui d'une société où la compétition et l'individualisme sont devenus la règle.

Le développement de la préoccupation purement économique est allé de pair avec la dépolitisation de la grande masse de la population.

Nous laissons à une classe spécialisée le soin de gérer les affaires publiques, comme si celles-ci n'avaient pas pour objet d'être vraiment publiques et donc l'affaire de tous.

**Le rôle de citoyen doit primer sur celui de travailleur et de consommateur.**

**L'ambition de notre société n'est pas le développement économique ou l'accumulation de biens, mais le développement de l'ensemble de la société, un développement collectif et durable, qui s'accompagne d'une amélioration des conditions de vie et de la mise à disposition pour tous, des ressources matérielles et immatérielles nécessaires pour permettre à chacun de vivre pleinement son humanité, et sa citoyenneté active.**

**La répartition des biens, des revenus, l'accroissement du niveau d'éducation et de santé de l'ensemble de la population, la capacité à maîtriser la violence, l'accès et la qualité des services publics, la vitalité de la vie sociale et démocratique, le degré d'égalité entre hommes et femmes, le respect de l'environnement, la maîtrise par les individus de leur temps, la qualité de vie, l'accès à la Culture, la sécurité économique... sont autant d'indicateurs qui permettent de mesurer la véritable richesse d'un pays.**

Ce projet de développement universel doit permettre à chacun d'intégrer la société, d'être autonome en disposant non seulement de moyens financiers, mais aussi des outils lui permettant d'exercer un jugement, de participer à des choix communs. Être un citoyen actif, ce n'est pas seulement produire,

c'est aussi participer à la décision politique et comprendre les enjeux de notre société.

**Nous souhaitons défendre le caractère diversifié des activités humaines, leur différence, l'absolue nécessité de chacune, et le fait que toutes sont une source d'enrichissement individuel et social.**

**La place du travail dans notre société est telle qu'elle réduit celle des autres activités humaines indispensables à notre équilibre: amicales, familiales, amoureuses, culturelles, politiques.**

**L'ensemble de ces activités est essentiel pour chacun de nous, elles contribuent à l'affermissement du lien social, il y va du développement de notre humanité.**

Prenons conscience du danger que représente notre système économique fondé sur la logique " création de besoin/ consommation/ production/travail " !

Cette remise en cause du modèle de société actuel se prolonge dans la volonté de construire une société répondant à la devise républicaine : liberté, égalité, fraternité... et c'est cette dernière que nous souhaitons réintégrer dans le projet socialiste... car c'est elle qui peut donner un sens et une assise plus solide au vivre ensemble démocratique.

Si le socle de la République est bien la liberté et l'égalité, la fraternité en est la perspective: elle nous rappelle à notre humanité.

Cette fraternité dépasse la notion de solidarité, qui elle a pour message de compenser des inégalités, des injustices sans jamais remettre en cause le cadre économique, politique, libéral productiviste qui produit ces inégalités. La solidarité compose avec les hiérarchies et les injustices. La fraternité va plus loin.

Elle est constitutive du genre humain, et s'impose à nous. Nous souhaitons ainsi l'éprouver, en faire la preuve par l'expérience en l'intégrant totalement à notre réflexion.

**Cette réflexion nous ramène dans l'espace de la cité, du " vivre ensemble " individuel et collectif. La perspective d'une société fraternelle en appelle assurément à une économie du don, de l'échange et de la réciprocité.**

**L'objectif de l'approfondissement du lien social est au cœur de notre projet de société. C'est l'ambition que nous nous fixons.**

## PARTIE 1

# POUR UNE CRITIQUE RADICALE DU CULT DE LA CROISSANCE, DE LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION ET DE LA CENTRALITÉ DE LA VALEUR TRAVAIL

Nous sommes convaincus que la construction d'un projet de société global, audacieux et porteur d'espoir passe par l'imagination d'une véritable société alternative à la société de marché.

Nous aborderons des idées qui remettent en cause la place du travail, la définition de la richesse notamment à travers le PIB, la notion de croissance qui, en dépit des évolutions formelles qu'elle a connues, reste le point de rupture décisif au sein du mouvement de critique du capitalisme et de la mondialisation.

Revoir d'un œil neuf les présupposés de la croissance et du développement –dans son acception actuelle- engendre une critique radicale de la pensée économique dominante.

Nous ne voulons pas la disparition du travail, de l'économie ou de la croissance : remettre en question ces concepts, en leur redonnant leur juste place, est pour nous le préalable et la condition de tout vrai changement politique, social et culturel.

Penser ces questions passe par la dénonciation de 3 aliénations fondamentales :

- L'aliénation aux dogmes de la croissance et du mérite
- L'aliénation à la société de consommation
- L'aliénation à la valeur travail

## I/ UNE TRIPLE ALIÉNATION

### A/ Une aliénation aux dogmes de la croissance et du mérite

#### 1/ La religion de la croissance

Sommes-nous libres ?

Avons-nous encore le droit - y compris au sein du Parti Socialiste - de poser certaines questions sans passer pour des hérétiques ?

Que dire de la véritable adoration que la quasi-totalité de nos représentants voue au culte de la croissance ?

Avez-vous remarqué ? Le mot d'ordre militant au Parti Socialiste sera bientôt : " il faut consommer plus, il faut produire plus : Vive la croissance ! "

**Cette religion de la croissance comme idéal indépassable révèle à quel point le système capitaliste nous a tous conditionnés.**

Sommes-nous condamnés à nous prosterner éternellement devant le dogme de la croissance ?

**Nous réfléchissons comme si notre société n'était qu'une entreprise qui aurait simplement à produire chaque année un plus gros chiffre d'affaires.**

Or, nous confondons croissance économique, progrès, et développement humain.

Cette vision économiste du monde nous amène à mesurer la richesse à travers les variations du Produit Intérieur Brut (PIB), qui mesure essentiellement la valeur marchande de tous les biens et services vendus en une année.

Or, tout ce qui peut se vendre et qui a une valeur ajoutée monétaire va gonfler le PIB et la croissance, indépendamment du fait que cela ajoute ou non au bien-être individuel et collectif.

**La mesure du PIB est indifférente à la répartition des richesses, aux inégalités, à la pauvreté, à la sécurité économique.... Nous pourrions très bien nous retrouver un jour avec un énorme PIB, un très fort taux de croissance et un nombre extrêmement élevé d'exclus, une société totalement atomisée, des conditions de travail considérablement dégradées, un patrimoine naturel dévasté...**

A côté de la croissance pour quoi...se pose la question de la croissance pour qui ! Un même taux de croissance peut signifier un creusement ou une réduction des inégalités.

A l'inverse, il semble tout aussi dogmatique et inefficace de se positionner pour une décroissance qui pourrait à son tour être synonyme de " moins bien être " social.

La question de la croissance (ou de la décroissance) de tel ou tel secteur n'a de sens que si nous avons ensemble redéfini les objectifs réels de notre société.

**Il est grand temps de nous poser à nouveau la question de ce que peut être une " bonne société ", la question du sens de la "richesse", en proposant notamment de nouveaux indicateurs.**

#### 2/ Contre la définition libérale du mérite

**La société actuelle nous impose un système de compétition permanent où chacun se mesure aux autres, où le mérite est érigé en hygiène de vie collective.**

Le mérite, lié intimement à la notion de " réussite ", devient donc l'argument libéral et conservateur par excellence qui se

décline en général sur le thème : " Avec de la volonté et du travail, on peut toujours réussir à gravir l'échelle ! ".

Il s'agit bien entendu d'une " échelle sociale " qui positionne les individus suivant leur utilité économique, autrement dit en fonction d'une "compétence valorisée" ...dont la valeur s'établit justement en fonction d'une offre et d'une demande issues du jeu économique.

Dans ce monde –dans notre monde- le savoir faire ou le savoir être d'une assistante sociale " vaut " 5 fois moins que celui d'un cadre supérieur chez Disney.  
C'est normal : Il a " réussi ", il a " mérité ".

**Nous dénonçons cette hiérarchie artificielle et injuste qui existe de fait entre les différentes formes de contributions à la vie collective.**

A Droite, on légitime cet ordre des choses en s'appuyant sur le "mérite" ce qui finalement reste cohérent avec une idéologie basée sur une certaine idée de la " valeur " liée d'abord à une logique économique.

Qu'en pense la Gauche ? On lui parle "mérite", elle répond "lutte contre le phénomène de reproduction sociale".

**En se focalisant sur la " remise en marche de l'ascenseur social ", elle ne remet plus en cause la hiérarchie sociale ni les valeurs et les logiques qui ont conduit à la construire.**

**Elle finit donc implicitement par légitimer un système et ses inégalités inhérentes en proposant des mesures qui ne changeront pas fondamentalement l'ordre des choses puisque l'injustice est justement l'un des ressorts essentiels de ce même système...**

La question n'est donc pas de corriger le système en donnant à chacun la possibilité d'être " méritant ", mais bien de rompre avec le système et avec cette définition " libérale " du mérite pour repenser l'échelle de valeur des rapports humains.

Pour nous, le mérite recouvre les efforts nécessaires que chaque citoyen doit faire sur lui-même pour apprendre, pour s'intégrer à la vie sociale, pour apporter sa contribution à la vie collective, pour être en capacité d'agir de façon éclairée dans la cité.

## **B/ Une aliénation à la société de consommation**

De la même façon que nous optons pour un développement pluriel de notre société, pour une mise en valeur du monde qui ne se réduise pas à la production et à la consommation, nous voulons rompre avec le schéma selon lequel la consommation est un des critères fort d'identité et de mise en valeur individuelle.

La société n'a pas pour unique finalité de produire des biens et des services. L'homme n'a pas non plus pour finalité de

consommer toujours plus pour atteindre la représentation artificielle du monde que lui proposent les publicités et les dispositifs commerciaux. Ceci nous renvoie à la crise identitaire que connaît notre société.

### **1/ La consommation et la crise identitaire**

Au delà de la réalité économique, **la société souffre aujourd'hui d'une crise morale et identitaire, d'un profond désenchantement.** Ainsi le développement de l'individualisme aboutit à une grave crise d'identité.

L'absence de normes édictées de l'extérieur aboutit à nous exposer entièrement au regard d'autrui et à son jugement. Ceci renforce l'importance des apparences. L'affirmation d'une identité réclame un minimum d' " ostentation ", ainsi les biens que l'on possède deviennent des signes de notre identité. Chacun peut alors montrer les mêmes signes extérieurs de réussite que les autres.

Les regards croisés des uns et des autres exacerbent l'envie et donc le mimétisme, et les normes s'auto-établissent par contagion de proche en proche. Les modes vestimentaires relèvent typiquement de cette logique.

**La consommation perd ainsi de sa finalité première, qui est de répondre à un besoin : on consomme parce que les autres consomment, pour affirmer son égalité.**

Parallèlement et paradoxalement, les modèles de réussites véhiculés par les médias, la publicité, mettent toujours en avant l'exception, la distinction, la performance. Il faut donc aussi consommer pour se distinguer, pour afficher sa différence, sa réussite. Mais comme nous serons à notre tour imités... **le processus d'affirmation de l'identité par la consommation est de fait voué à l'échec ou à un perpétuel recommencement!**

Il est donc à la fois absurde ( une sorte de déclinaison moderne de Sisyphe ), et inquiétant, car l'identité ainsi construite est sans cesse remise en cause.

### **2/ La consommation et la satisfaction des besoins**

Le système de consommation nous accompagne depuis l'enfance. Il nous a donné des repères nous permettant de nous situer, de nous comparer, de nous valoriser. Il a construit un mode de socialisation à part entière. Il a noyé le sens de l'acquisition, mélangé la notion de besoin et de désir.

L'économie actuelle a recours à cette notion de besoin. **Elle le présente comme une catégorie naturelle et extensible à l'infini.** Les besoins humains sont à la fois individuels et sociaux, matériels et spirituels. Ces besoins sont tout autant de désirs : de nourriture, d'habillement, de temps libre, de sociabilité, de beauté, d'amour... En outre, une société sans désir est une société malade, dépressive et violente. L'économie se présente comme la "technique" au service de la satisfaction des besoins.

La logique des besoins était une logique naturelle à l'origine.

Mais celle ci s'est étendue à la totalité des désirs humains.

L'économie prend en charge tout désir, elle le socialise, l'officialise.

**Comme si la société devait saisir tout désir, le transformer en besoin, et organiser la production collective pour les satisfaire. L'homme n'est alors plus appréhendé que comme un producteur/consommateur. D'où les incessantes exhortations à consommer.**

**La consommation est devenue un acte civique.**

**L'ensemble de la société ne travaille plus que pour un seul but : nourrir ce feu de la consommation.**

### 3/ Vers une autre croissance

Nous devons imaginer une société où il existe un inflexissement de cette course à la consommation, **où l'on renonce à cet imaginaire économique, où l'on cesse de croire que "plus" égale "mieux"** et où l'on redécouvre une consommation plus proche de nos réels besoins et surtout de nos réels désirs.

**Nous ne proposons pas de croissance négative mais plutôt l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, de la consommation pour la consommation.**

Toute une réflexion sur une consommation de biens relationnels, de services aux personnes, de service à la réparation des biens (plutôt que de produire des biens dont la durée de vie est de plus en plus courte), d'activités culturelles et associatives peut être menée pour redonner une autre définition à la consommation.

Celle-ci doit être liée à l'aspiration d'une meilleure qualité de vie, et non à une croissance illimitée d'accumulation de biens qui ne nous apporte qu'une représentation du bonheur. L'objectif est bien de la replacer par rapport à un autre modèle de croissance, plus juste, respectueux de l'environnement, en phase avec les véritables besoins des femmes et des hommes.

### C/ Une aliénation à la "valeur" travail

Dans une société qui sacralise la "valeur" travail, il devient très difficile de poser sereinement les termes du débat et la souffrance liée au chômage rend quasiment indécente une telle réflexion.

**Evacuons donc d'emblée les malentendus : Nous pensons que le travail doit être un lien social de qualité et que tout citoyen doit pouvoir y avoir accès : la lutte contre le chômage, dans une perspective de plein emploi, doit donc rester essentielle tout comme la conquête de nouveaux droits.**

Il nous faut néanmoins accepter de questionner cette valeur, la place qu'elle prend et la logique qu'elle porte.

Né avec le capitalisme, le travail dans sa conception actuelle a acquis une place prépondérante dans notre société, au point

que certains ont pu dire que nous vivons dans une société fondée sur le travail.

Cette situation est le résultat du développement du libéralisme économique, marquée par la soumission de l'ensemble des sphères de la vie aux considérations économiques, aux principes de l'économie de marché, à l'impératif d'augmentation incessant de la production et de la consommation.

Aujourd'hui, c'est principalement par le travail que vient notre reconnaissance, par lui que nous sommes plus ou moins protégés (malgré la CMU, plus de 6 millions de personnes n'ont toujours pas de couverture sociale complémentaire) par lui encore que nous vivons confortablement (ou non) à la retraite...

Il occupe également une grande partie de notre temps et de nos conversations... Bref, il est central.

**Et pourtant, nous devons poser la question : le travail est-il le meilleur lien social ? Doit-il être le seul lien social ? Est-il aujourd'hui à sa juste place ? Pour nous, la réponse est clairement non.**

L'activité de production rémunérée reste un facteur de production comme un autre au service d'une logique unique et implacable : la recherche optimale de profits pour l'entreprise.

La "ressource humaine" comme on l'appelle, est donc valorisée en fonction du prix du marché...

Dans ces conditions, comment imaginer que chaque individu puisse s'épanouir dans son travail ?

On pourrait objecter que certains prennent du plaisir à travailler... C'est exact mais une très grande majorité des salariés n'est pas dans cette situation.

Devrions-nous ériger en lien social central une activité qui reste "naturellement" inégalitaire ?

**Nous considérons donc le travail comme aliénant et aliénant par nature principalement parce qu'il résulte d'un rapport marchand et qu'il sert un système dont la logique est étrangère à la notion même d'humanité : le système capitaliste.**

Par ailleurs, à partir du moment où l'activité de production fait l'objet d'un commerce, cet achat a pour conséquence la libre disposition de ce qui a été acheté.

La subordination inhérente au contrat de travail est donc incompatible avec l'autonomie et l'épanouissement quels que soient les acquis, avantages, droits et pouvoirs du salarié. Le pouvoir reste du côté de l'acheteur.

**Nous refusons donc clairement de reconnaître ce que certains appellent la "société du travail" comme idéal de société.** Une telle orientation scellerait notre renoncement à définir un nouveau modèle de société, en rupture avec celle que nous connaissons, marquée par la toute puissance de la sphère économique.

En valorisant le travail, la droite reste cohérente avec ses valeurs et le système qu'elle défend basé sur l'efficacité économique.

La Gauche et le Parti Socialiste, héritiers d'une tradition "matérialiste", se positionnent aujourd'hui également pour une réhabilitation de la "valeur" travail... Comme si ce qui fonde notre pacte social et notre "vivre ensemble" devait se

réduire à une activité productive rémunérée...

La Gauche reste centrée sur une réponse immédiate à l'injustice et à la souffrance en choisissant la lutte contre le chômage comme seule réponse.

**Or, nous pensons que l'accès de tous à un emploi dans de bonnes conditions n'est pas incompatible avec une critique de la "valeur" travail comme unique vecteur de droit et de reconnaissance.**

**Il ne s'agit pas ici de remettre en cause le travail en soi, ou de prôner, comme certains, sa "fin". Ce n'est pas sa "fin" mais sa place qui est en cause.**

**C'est pourquoi nous militons pour la mise en place d'une société fondée sur une pluralité des modes d'accès à la reconnaissance sociale, seule garante de l'épanouissement de tous.**

## **II/ DES CONSÉQUENCES LOURDES**

En altérant nos capacités de réflexion et donc d'initiative, en faisant de nous des serviteurs des puissances financières - en tant que producteurs, travailleurs et consommateurs -, le système capitaliste a réussi à prospérer et à légitimer son existence. Mais à quel prix !

### **A/ L'enjeu majeur de l'environnement**

#### **1/ Dérèglement du climat : le suicide de l'humanité**

**L'homme dérègle de façon irréversible le climat de la planète dans laquelle il vit en acceptant quasiment sereinement les conséquences dramatiques qu'il a lui-même calculées.**

La Conférence Scientifique Internationale sur le climat qui réunit la communauté scientifique de la plupart des pays du monde, dans sa déclaration finale, précise de façon unanime que " les impacts du changement climatique peuvent déjà être observés et les écosystèmes en subissent déjà les effets. Des modifications se sont déjà produites sur la calotte glaciaire, les glaciers et le régime des pluies ".

Au sein du GIEC (Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat), les débats sur la hausse des températures dues aux activités humaines dans les 50 ans qui viennent, ne portent pas sur la réalité des faits mais sur une fourchette : l'augmentation des températures sera-t-elle de 1, 6 degrés ou de 5,8 degrés ?

Les 9 des 10 dernières années ont été les plus chaudes depuis le début des relevés météorologiques en 1861.

Il ne s'agit pas de dramatiser. Ce serait décrédibiliser le phénomène. Il ne s'agit pas non plus d'enfourer la tête dans le sable.

Les hypothèses évoquées sont donc des hypothèses " à minima ".

**Cette hausse des températures d'origine " humaine " engendra une recrudescence de phénomènes climatiques extrêmes (les tempêtes ou sécheresses par exemple).**

Les pays les plus pauvres seront les plus lourdement touchés. Qui aujourd'hui peut soutenir sérieusement que l'activité humaine et ses conséquences sur le climat n'engendreront pas un nombre plus ou moins élevé de malades et de morts, essentiellement d'ailleurs dans des pays qui ne sont pas à l'origine de ces dérèglements (20% des pays de la planète responsables de 80% de la pollution)?

**Pour enrayer le dérèglement irréversible du climat, en 1990, les experts du GIEC expliquaient qu'il fallait diminuer de 60% nos rejets ... Et nous atteindrons dans 20 ans un quasi doublement par rapport à 1990.**

Le protocole de Kyoto a comme objectif une diminution de 5,2% seulement des émissions de gaz à effet de serre pour les pays signataires, ce qui est une goutte d'eau, d'autant que les Etats-unis et les pays émergents à croissance forte n'ont pas signé le protocole...

### **2/ Une impasse pour l'environnement**

**L'impasse écologique se traduit également par la dégradation dramatique de ce que l'on appelle l'empreinte écologique.**

**L'empreinte écologique, c'est " l'estimation de la superficie dont la terre a besoin pour subvenir à nos besoins selon notre mode de vie ". Elle permet de mesurer directement l'influence de l'homme sur la nature à partir de données simples : sa nourriture, son logement, ses déchets, ses moyens de locomotion...**

L'empreinte écologique ne prend pas en compte les ressources naturelles non renouvelables (pétrole, gaz, ...) mais uniquement les ressources qui peuvent se reproduire ou se régénérer sans intervention humaine : sol, forêt, eau, climat, reproduction des espèces naturelles... On convertit donc (selon des normes strictes et reconnues par la communauté scientifique) ces ressources renouvelables utilisées pour satisfaire les besoins économiques d'une collectivité humaine en superficie de la planète marquée par l' " empreinte de l'activité humaine ". Si le mode de vie des français était généralisé à toute la terre, il faudrait 3 planètes pour satisfaire les besoins de la population mondiale (5 pour les américains).

Aujourd'hui l'empreinte écologique dépasse de 20% les capacités biologiques de la terre, c'est-à-dire que l'humanité emprunte à la nature 20% de plus que ce qu'elle ne peut reproduire...

### **3/ Un sacrifice des ressources naturelles**

Si l'on prend le domaine des énergies non renouvelables, l'humanité fait un choix curieux :

au rythme de la consommation actuelle (donc sans prendre en compte la hausse de 50% dans les 20 ans qui viennent de la consommation énergétique), il resterait environ 50 années de réserves de pétrole, 70 années de gaz et 55 années d'uranium.

**Nous vivons dans un monde fini, il y a urgence à en prendre conscience.**

**Pour illustrer cette impasse écologique, nous aurions également pu prendre en exemple la dégradation constante de la biodiversité.**

Aujourd'hui le constat unanimement partagé est sans appel: 25% des mammifères sont en voie d'extinction, 11% des oiseaux et 15% des forêts du monde ont été détruites.

Enfin, la question du nucléaire – un autre sujet tabou au sein du Parti Socialiste – doit selon nous faire l'objet d'un grand débat. L'enfouissement pour des centaines de milliers d'années de déchets radioactifs mérite, à minima, une large discussion dans notre organisation politique.

Tout cela est maintenant connu de tous et personne ne conteste que nous allons droit dans le mur.

Mais, alors pourquoi n'y a-t-il aucune réaction - ou presque -, tant du côté des hommes politiques que de la population, alors que la situation s'aggrave de jour en jour et que tous les voyants passent au rouge les uns après les autres ?

La pensée dominante a toujours minoré les problèmes et affirmé que les progrès scientifiques et techniques les résoudraient tous.

**Il est temps de réagir et de s'engager dans une politique énergétique qui préserve les énergies fossiles, ce qui aura des conséquences directes sur nos modes de locomotion, sur certaines de nos fabrications et plus largement sur nos modes de vie.**

**Osons affirmer que certains secteurs d'activité doivent connaître une véritable décroissance.**

**Les politiques actuelles de développement durable, parce qu'elles ne prennent pas la mesure des enjeux, ne sont plus tenables. Elles menacent non seulement la planète mais l'humanité elle-même car elles ne remettent pas en cause les logiques productivistes destructrices.**

**Il nous faut donc plutôt chercher des solutions pour aller vers un "équilibre durable", équilibre entre les besoins des hommes - les vrais besoins - et les exigences de la nature.**

## B/ Le recul de la démocratie

En modelant notre façon de penser, en nous rendant dépendant de la consommation et en sacralisant le travail comme source quasi unique de reconnaissance et de revenu, le système nous a enfermés dans un fonctionnement de la société générateur de plus en plus d'inégalités.

### 1/ Les inégalités dans le monde et en France

Alors que les profits des multinationales ne cessent d'augmenter, la situation des plus pauvres n'a jamais été aussi dramatique. **Etre pauvre, cela ne se réduit pas au fait d'avoir un revenu monétaire inférieur à un certain seuil, c'est d'abord l'impossibilité d'accéder à des ressources et à des droits**

**permettant de vivre dignement.**

Les 3 familles les plus riches de la planète disposent de revenus équivalents à ceux des 940 millions de personnes les plus pauvres, et ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres.

Rien ne peut justifier ces écarts colossaux qui n'ont pas de sens.

Près de 20% de l'humanité vit avec moins de 1 euro par jour (61 euros en moyenne pour chaque français), et 45 % avec moins de 2 euros.

110 millions d'enfants n'ont pas accès à l'école primaire et notamment les jeunes filles.

42 millions de personnes sont touchées par le SIDA (dont 39 millions vivent dans les pays du sud) et l'on observe même un recul de l'espérance de vie dans les pays d'Afrique puisqu'elle est passée de 50 ans en 1990 à 46 ans en 2003.

1,1 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau. On pourrait malheureusement multiplier les chiffres à l'infini...

**Le système nous a "formatés" à accepter l'inacceptable. L'argent est source de pouvoir et la boulimie de ceux qui en veulent toujours plus n'a pas de limite. Nous sommes dans une escalade que rien ni personne ne semble pouvoir arrêter, un emballement de la machine capitaliste qui broie des millions de personnes pour n'en servir que quelques unes.**

**Un autre regard est possible pour que des solutions durables soient trouvées : c'est celui qui associe l'action contre la pauvreté et le combat contre les inégalités.**

Ce qui explique en grande partie la pauvreté moderne, c'est l'insuffisance de redistribution.

La période des années 80/90 a été marquée par un creusement des écarts. L'extrême pauvreté a progressé dans le monde, en particulier en Afrique, dans les pays de l'ex Union Soviétique, au Moyen orient, en Amérique latine.

De plus, l'inégalité persistante entre pays riches et pays pauvres peut aussi nous inquiéter sous l'angle de l'extension des menaces de la violence et du terrorisme.

**Dans le cas de la France, on constate également un accroissement des inégalités sociales et la plupart des indicateurs de pauvreté se sont dégradés.**

La situation du logement social est de plus en plus alarmante. Le 7e rapport de la Fondation Abbé Pierre, publié en mars 2002, recense 3 millions de personnes mal logées en France dont 86 000 sans domicile.

Les inégalités qui avaient baissé entre 1998 et 2001, progressent à nouveau depuis 2002. Le nombre d'allocataires du RMI a progressé de 10,5% entre juin 2003 et juin 2004. La moitié des pauvres sont des actifs, et 3 SDF sur 10 ont un travail mais ne peuvent financer un logement.

**Il y aurait bien d'autres indicateurs à envisager comme le fait le BIP 40 (Baromètre des inégalités et de la pauvreté). Par exemple, l'écart d'espérance de vie entre les cadres et les ouvriers était de 5 ans en 90, il est de 8 ans aujourd'hui.**

Selon qu'ils appartiennent à des milieux sociaux favorisés ou défavorisés, les conditions de vie de nos concitoyens n'ont plus rien à voir. Selon l'INSEE, plus de 3,5 millions de personnes



vivaient en 2003 en dessous du seuil de pauvreté (fixé à 602 euros par mois pour une personne seule), soit 6,1% de la population active.

On pourrait multiplier les exemples en dénonçant l'inégalité dans l'accès aux soins : 1/3 des français renonce par exemple à des soins dentaires.

**De la même manière, on assiste aussi à un accroissement des inégalités culturelles.** Le système écarte en effet les plus pauvres des lieux de culture, parce que ceux-ci sont souvent chers, mais aussi parce qu'on ne leur en a donné ni l'envie, ni l'habitude.

La Culture est ainsi devenue peu à peu une chasse gardée pour les intellectuels et les membres de la classe aisée.

Ce phénomène s'est accentué ces dernières années et on constate que le champ des personnes qui fréquentent les bibliothèques, les théâtres ou les musées se limite toujours au même cercle d'initiés.

**L'écart entre nos concitoyens pour qui les seuls apports culturels viennent de la télévision et ceux qui lisent, sortent, écoutent, discutent, s'informent, fait qu'il existe une " fracture culturelle " qui se traduit par des niveaux différents de compréhension du monde et donc de sensibilité aux problèmes.**

## **2/ L'affaiblissement des contre-pouvoirs**

L'autre conséquence lourde des aliénations dans lesquelles nous enferme le système est un recul de la démocratie.

En effet, pour que la démocratie fonctionne, pour que la souveraineté libre et entière du peuple puisse s'exprimer, il ne suffit pas de le décréter ou de l'inscrire dans les institutions.

Le cercle des citoyens capables de prendre de la distance, de construire leur propre opinion à partir d'analyses variées, d'études approfondies et de points de vue contradictoires va en diminuant, car ils sont de moins en moins nombreux à avoir accès à ces approches multiples. Il faut dire aussi que tout est fait pour les dissuader de rechercher la diversité des avis et de réfléchir.

**Les quelques espaces de contestation ou simplement de réflexion se font rares.**

**Les organisations syndicales sont en perte de vitesse et leur influence va décroissant, les cercles philosophiques sont d'une remarquable discrétion et les partis politiques ont un nombre d'adhérents trop faible pour porter le débat partout dans le pays et contribuer à la formation de la pensée.**

Tout est fait d'ailleurs pour que ces contre-pouvoirs voient leur capacité d'action se réduire. Les syndicats et les partis politiques participent parfois eux-mêmes à l'affaiblissement de leur rôle, en accréditant l'idée que l'économique est premier et qu'on ne peut corriger le système qu'à la marge.

**Le danger majeur qui guette aujourd'hui la démocratie: c'est le refus des citoyens de prendre en charge et de construire leur avenir collectif par découragement. C'est la porte ouverte à toutes les dérives, à toutes les expériences**

**hasardeuses, à tous les populismes.** Il est de la responsabilité des partis démocratiques de redonner des perspectives, des marges de manœuvre et des espaces d'expression et d'action aux citoyens.

## **3/ Une éducation qui valorise trop "le futur producteur / consommateur"**

Dans le contexte actuel de fort chômage, l'école est souvent montrée du doigt comme étant incapable de former des jeunes prêts à occuper les emplois disponibles sur le marché du travail. La pression est telle que cela devient une obsession pour l'institution scolaire, au détriment de ses autres missions.

Ainsi l'état abandonne progressivement l'idée de former des citoyens pour formater de futurs producteurs / consommateurs, réduisant le savoir à un simple socle fondamental.

L'école donne de moins en moins d'outils pour comprendre et critiquer, positivement ou négativement, le monde dans lequel nous vivons.

Or c'est l'école qui contribue le plus, avec l'éducation parentale et l'éducation populaire, à façonner l'individu. Parce qu'elle l'accompagne dès son plus jeune âge jusqu'à l'âge adulte, elle a une lourde responsabilité dans la manière dont il va construire son rapport aux autres, à la société, aux biens et aux valeurs.

**Une autre dérive de l'école nous inquiète, c'est sa "culture" de la compétition.** Avoir les meilleurs résultats, obtenir les plus hautes mentions aux examens, être le plus "performant" possible dans tous les domaines... telle est la course de fond que propose l'école, au prix souvent d'un investissement lourd, exclusif, qui décourage et laisse de côté beaucoup de jeunes.

C'est pourquoi il nous semble urgent que l'Etat redéfinisse les missions de l'école.

**Pour notre part, nous rejetons clairement une école dont le rôle premier serait de valoriser le "potentiel économique" de l'individu et de développer son sens de la compétition.**

**L'école doit avant tout permettre à chacun de devenir un citoyen libre et éclairé, capable de comprendre les enjeux du monde qui l'entoure et d'agir dans la cité.**

## **4/ Une information orientée**

Force est de constater que les médias et les grands moyens d'information sont les vecteurs principaux de ce mode de pensée dominant, et donc la source première de cette aliénation de l'esprit dont nous sommes tous les victimes.

**Par intérêt économique, par proximité avec les gens de pouvoir, par facilité, la plupart des organes d'information - et plus particulièrement audiovisuels - ont renoncé à ce qui devrait être leur mission, pour nous imprégner d'une idéologie libérale et lui donner un caractère universel.**

Certains l'avouent ouvertement, d'autres le font sans le dire et peut-être même sans en avoir conscience. Mais les faits sont là. La diversité d'approche et d'analyse n'est pas la règle, l'espace pour des regards différents est extrêmement réduit. Tous

les journaux télévisés sont construits sur le même modèle. L'uniformité domine.

Les journaux télévisés n'offrent plus qu'une lecture brute de l'actualité, une lecture purement externe, sans saveur et sans ambition, où n'existe aucune analyse approfondie et contradictoire, ni aucune mise en perspective.

**On ressort de ces moments d'information avec un sentiment d'impuissance alors qu'ils devraient nous aider à comprendre le monde dans lequel nous vivons.**

Tout est fait pour nous inciter au fatalisme, à l'acceptation de notre sort et à la résignation.

Le pouvoir des médias n'a jamais été aussi grand, en terme d'audience et d'influence sur le jugement et le comportement des citoyens. Les journaux télévisés recueillent chaque soir un nombre impressionnant de téléspectateurs et le " message " qu'ils délivrent à cette occasion n'est que très peu relativisé, complété ou corrigé par une presse écrite en perte de vitesse.

On est dans le règne de l'instantané, et beaucoup de nos concitoyens, souvent faute de temps, se contentent des images de leur petit écran. Ils n'ont alors pas ou peu conscience d'être entraînés dans une vision unidirectionnelle des événements qui secouent le monde.

Là est bien le danger, d'autant que la plupart des médias sont directement la propriété de grands groupes privés ou sous influence du domaine marchand - publicité, audimat - .

**Il est urgent de sortir de cette dictature sclérosante des médias qui ont acquis un pouvoir excessif mettant en péril la démocratie elle-même.**

## PARTIE 2

### POUR UNE SOCIÉTÉ FRATERNELLE

Aujourd'hui, notre société est face à une absorption de la sphère sociale par la sphère économique. Dès lors, avant de prétendre changer le monde social, il s'agit de transformer le modèle économique. C'est pourquoi notre motion plaide en faveur d'une redéfinition du travail, de la richesse, du développement, du bien-être et de la croissance.

### I/ POUR UN ACCÈS UNIVERSEL AUX DROITS

***Nous revendiquons une société où chacun doit pouvoir accéder à l'ensemble des besoins fondamentaux et ce, sans condition.***

Actuellement, l'Homme est avant tout un consommateur dou-

blé d'un animal productif qui " gagne le droit d'exister " s'il participe et soutient la logique dominante.

**Nous nous positionnons pour un monde où il existe des droits universels et élémentaires, que la société " doit " à l'individu simplement parce qu'il existe, parce qu'il " est "...**

**Ces droits-là ne se méritent pas, ils sont sans contrepartie. Ils sont le socle inconditionnel et minimum sans lequel l'individu ne peut devenir un citoyen.**

La déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée et proclamée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies, stipule :

*Article XXII : " Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays. "*

*Article XXV-1 : " Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. "*

**L'objectif de toute bonne société est de permettre à chacun de ses membres de devenir des citoyens éclairés et libres qui agissent sur le présent et la démocratie, qui s'investissent dans la vie de la cité, qui participent équitablement à l'effort de production des biens et des savoirs...**

**Comment demander ou espérer cela d'individus qui n'ont pas accès aux besoins fondamentaux élémentaires ?**

**La satisfaction de l'ensemble de ces besoins est donc un préalable inconditionnel que la société doit garantir à chacun.**

### A/ Pour une couverture maladie universelle

**L'accès aux soins est un bien premier et fondamental qui ne se mérite pas. Nous devons le considérer comme un droit inconditionnel attaché à l'individu dès sa naissance. Ce positionnement est d'abord une question de justice et de fraternité.**

Aujourd'hui, seules 75 % des dépenses de santé sont prises en charge par les régimes d'assurance maladie obligatoire. Or, le reste des dépenses relève des organismes de couverture complémentaire ou de la prise en charge directe par le malade.

Malgré l'instauration de la CMU, qui reste un progrès et un acquis majeur puisqu'elle touche 4.5 millions de bénéficiaires, environ 6 millions de personnes ne sont pas couvertes par une assurance maladie complémentaire.

De plus, il existe de très fortes disparités entre les mutuelles qui évoluent dans un marché fortement concurrentiel. Les inégalités face aux coûts d'accès à telle ou telle mutuelle deviennent considérables. Pour 27 % des bénéficiaires de complémentaires, le niveau de remboursement pour les soins d'optique ou dentaires est très faible.

Face à cette situation d'urgence, nous proposons une solution nouvelle et forte :

**L'extension de la couverture de base actuelle qui remboursera l'ensemble des soins. Cette nouvelle assurance maladie universelle sera unique, uniforme et obligatoire et remplacera la multiplicité des systèmes d'assurances maladie complémentaires.**

**L'accès aux soins ne doit pas être un revenu différé du travail. Nous souhaitons donc que le financement par l'impôt se substitue au financement par les cotisations sociales.**

Dans cette optique, le contrôle et la gestion des organismes de protection sociale doivent être totalement réorganisés. Nous plaçons pour que ceux-ci soient conjointement assumés par le Parlement et un organe représentatif de la société civile, au sens large.

C'est plus largement le système de protection sociale qu'il faut repenser.

Hérité des compromis sociaux de la Libération, ce système repose sur le travail. Les différentes prestations sont pensées comme autant de revenus de substitution aux revenus du travail.

Le financement des mécanismes de protection sociale est assuré par le prélèvement de cotisations sur les seuls revenus du travail. La solidarité ne s'opère qu'entre les travailleurs, à travers une forme de mutualisation des risques.

**Il s'agit d'assurer autrement les 4 grands piliers de notre protection sociale (maladie, famille, vieillesse, chômage) en prônant une logique d'universalité.**

**Par exemple, le versement et le montant de la retraite ne doivent pas dépendre exclusivement de l'exercice d'une activité professionnelle.** D'autres éléments tels que l'exercice de fonctions sociales utiles à l'ensemble de la société doivent être pris en compte.

## **B/ Pour un accès inconditionnel aux besoins fondamentaux et pour un service public fort**

Nous sommes attachés à un service public fort, seul garant d'une véritable égalité entre les citoyens.

**Le service public a pour mission de permettre à tous les citoyens d'avoir accès aux biens fondamentaux**, quels que soient leurs revenus et leur lieu d'habitation, assurant ainsi la cohésion sociale et le développement équilibré des territoires. **Le service public porte en lui des logiques de redistribution et de solidarité.** Supportant des charges importantes (amortissement d'infrastructures lourdes), financé par l'impôt et

éventuellement par le paiement du prix du service rendu, **il ne doit pas être déstabilisé par les logiques du marché concurrentiel**, qui ne sont pas les siennes : profit, rémunération des actionnaires, recherche permanente de réduction des coûts au détriment des fournisseurs et souvent de la qualité de service ou des conditions de travail.

L'accès aux biens et services minimum est un impératif d'humanité. Penser une société sans exclusion, c'est penser une société plus juste, plus humaine, plus civilisée et plus libre... L'accès minimum à un certain nombre de biens et de services ne relève pas d'une logique d'assistance, mais d'une logique d'humanité.

**La puissance publique doit donc garder ou prendre le contrôle des secteurs qui lui semblent déterminants** pour que chaque citoyen puisse avoir accès aux besoins fondamentaux.

**La Santé, la Justice, la Culture, l'Éducation, l'énergie, les télécommunications, les réseaux et les infrastructures de transport, l'eau, la sécurité, font pour nous partie intégrante du service public.**

Ainsi :

- **L'ensemble du secteur de la santé doit faire l'objet d'une régulation efficace** pour fixer à toutes les professions qui s'y rattachent (médecins, pharmaciens, dentistes, infirmières, professions para-médicales, industrie pharmaceutique...) des missions de service public, notamment en termes d'égalité d'accès et de liberté de choix. Dans le cadre du service public de la santé, nous devons réaffirmer la priorité à l'hôpital, garant d'un service pour tous et de qualité. Les moyens accordés à l'hôpital devront être considérablement augmentés.
- **Les premières tranches pour l'eau et l'électricité doivent être considérées comme des biens fondamentaux** garantis par la collectivité. Pour cela les collectivités territoriales devront reprendre le contrôle du secteur de l'eau.
- **La mise en place d'une Couverture Logement Universelle.** La CLU pourrait garantir à chacun un logement décent tout en donnant un certain nombre d'assurances aux bailleurs sociaux. Elle devra bien évidemment être assortie d'un plan massif de construction de logements sociaux qui garantissent une vraie mixité sociale. Nous proposons également la mise en place d'une obligation de mixité sociale dans les programmes immobiliers.
- **La gratuité des transports publics** pour les communes et les associations de communes.

## **C/ Mettre en débat la question du revenu d'existence ou de citoyenneté**

*Nous souhaitons mettre en débat la question du revenu universel qui mérite, selon nous, une attention toute particulière et des discussions approfondies.*

Alors que nos sociétés sont de plus en plus riches et que l'humanité n'a jamais produit autant de richesses, l'exclusion s'étend et nous sommes tous les victimes potentielles d'un marché inhumain. Pendant que la fracture entre pays riches et

pays pauvres augmente, la fragmentation au sein même des sociétés occidentales s'accroît, et menace gravement leur cohésion, le progrès social et la paix.

En Europe, en France, le nombre d'exclus s'accroît, une frange croissante de la population se trouve marginalisée par un système économique qui rejette ceux dont elle n'a pas – ou plus – besoin, entraînant certains à se réfugier dans la violence ou le désespoir.

Nous avons les moyens et le devoir de permettre à chacun de bénéficier de cette richesse : le revenu d'existence, allocation universelle ou revenu de citoyenneté sont des pistes de réflexion que nous devons mettre en débat.

La notion de Revenu d'Existence remonte au XVII<sup>e</sup> siècle. D'abord considérée comme utopique, elle est aujourd'hui étudiée par de nombreux économistes, y compris par certains ultra-libéraux comme Friedmann.

**Dans son acception la plus large, l'allocation universelle consiste en un revenu distribué de façon égalitaire et inconditionnelle à tous les citoyens.**

Cette allocation, ce revenu, présente différentes caractéristiques :

**L'universalité** : elle peut être distribuée sans plafond de ressources (mais imposable donc récupérée intégralement sur les revenus élevés) ou au contraire distribuée en fonction d'un seuil de revenu.

**Le caractère individuel** : elle est liée à l'individu et non pas au ménage ou à la composition de la famille.

**L'inconditionnalité**, c'est-à-dire le découplage de quelque forme de contrepartie que ce soit : travail salarié ou non, projet d'insertion formation, éducation.

**Le caractère cumulable** avec les revenus du travail, sans dégressivité autre que celle du système fiscal en vigueur.

**L'usage libre de ce revenu** : il est fourni sans aucune restriction sur la nature ou la date de l'utilisation ou de l'investissement qu'elle contribue à financer.

Son financement a été largement étudié. Les différentes simulations estiment par exemple, qu'en fonction des critères retenus, 50 milliards d'euros (soit une somme qui correspond à la totalité des baisses de charge effectuées par la gauche et par la droite dans les 10 dernières années) permettraient d'instaurer un revenu universel d'environ 600 euros par personne.

**Nous invitons donc le Parti Socialiste à se saisir de cette question et à organiser un grand débat sur le sujet...**

## II/ UN NOUVEAU RAPPORT AU TEMPS, LE DÉVELOPPEMENT D'UNE ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Il y a 100 ans, le nombre d'heures travaillées par personne dans le cours d'une vie correspondait à un peu plus du double du temps de travail moyen actuel par français.

Alors qu'en France, en 2004, la durée moyenne hebdomadaire du temps de travail est de 36,4 heures, celle du Danemark est de 34,4 heures et celle de Suède de 35 heures (chiffres issus du rapport 2004 sur l'emploi en Europe de la Commission Européenne).

Et pourtant, la priorité des gouvernements de droite qui se succèdent reste la remise en cause de ce mouvement historique. Le patronat ne cesse de rejeter la faute du chômage actuel sur les employés coupables de ne pas vouloir travailler plus.

Ne laissons pas accrédi-ter ce non sens économique et ce contre sens historique dans l'esprit de nos concitoyens.

**La réduction du temps de travail doit rester un outil majeur de lutte contre le chômage. Elle doit également être un instrument au service d'un projet de société plus large, une société du temps libéré.**

Elle libère du temps que l'on peut consacrer aux autres, à sa famille, à ses amis, à la société, à soi-même.

Elle est un facteur d'épanouissement individuel en même temps qu'elle cultive le lien social. Le bien-être humain doit passer par la maîtrise du temps de vie plus que par une course effrénée aux biens matériels.

La réduction du temps de travail doit être une chance pour chacun d'entre nous, et pas seulement pour les salariés les plus aisés. Aussi, nous considérons que l'objectif de temps libéré doit être défendu et relancé.

## A/ Construire un nouveau rapport au temps

Des temps libres supplémentaires permettent de développer les temps pour soi et les temps citoyens.

**Il faut valoriser les activités non productrices de richesses matérielles, mais porteuses de bien-être individuel et de mieux-vivre ensemble.**

Cela passe par la reconnaissance et la valorisation des associations, de l'éducation populaire et de ses acteurs.

**Il faut reconnaître le " temps d'utilité sociale " comme un temps à part entière.**

**Les activités associatives, et notamment l'exercice de man-**

**dat exécutif dans une association d'éducation populaire, d'intérêt général ou reconnue d'utilité publique, pourraient compter dans le calcul des droits à la retraite par exemple.**

Il faut instaurer un véritable statut du bénévole, en reconnaissant de façon plus volontaire son investissement.

Il est nécessaire de créer un statut de l' élu associatif incluant par exemple un droit à la formation sans perte de salaire ou une protection identique à celle d'un élu syndical.

De même, le statut des élus politiques doit être repensé.

Le temps libéré ouvre de nombreuses perspectives.

Mais si l'on n'y prend pas garde, il peut être un nouveau facteur d'inégalité sociale entre, d'un côté, ceux qui pourraient mettre à profit ce temps libéré et, de l'autre, ceux qui seraient condamnés à le perdre.

**Le temps libéré ne doit pas être le temps des seules classes dites " privilégiées " .**

**Au contraire, il doit donner à chacun la chance d'accéder à la culture, aux engagements citoyens, aux loisirs, à l'épanouissement individuel, au sport.** Il ne s'agit bien évidemment pas de décréter quel est le bon usage du temps libéré. Chacun doit pouvoir user de son temps comme il l'entend.

## **B/ Baisser la durée légale à 32h00 sur le " modèle de la semaine de 4 jours "**

Nous militons pour la mise en place d'une nouvelle réduction du temps de travail sur le modèle de la " semaine de quatre jours ", c'est-à-dire une RTT qui dégage de véritables plages de temps libre sur la semaine, le mois ou même l'année.

**Nous nous prononçons pour une diminution de la durée légale du travail à 32 heures avec une limitation stricte des heures supplémentaires, largement majorées, et ce, dès la première.**

**Cette nouvelle diminution de la durée légale se fera bien entendu sans perte -ni gel !- de salaire.**

**Dans le même temps, nous devons envisager de nouvelles formes de réduction du temps de travail, conçues sur l'ensemble de la vie.**

Il n'est pas facile aujourd'hui d'interrompre quelques années sa vie professionnelle pour se former ou pour faire autre chose que travailler, et reprendre ensuite une activité.

**A côté de l'aménagement de la journée et de la semaine de travail, c'est le déroulement de toute la vie professionnelle qui devrait être repensé pour rendre possible les interruptions, les bifurcations, les cessations progressives d'activités favorables à l'épanouissement personnel.**

Ce sont ces chemins que nous proposons d'explorer pour parvenir à de nouvelles modalités de réduction du temps de travail, plus imaginatives, plus porteuses d'avenir.

Pourquoi d'ailleurs ne pas mettre en débat et approfondir la

proposition suivante : Fixer un nombre global d'heures de travail à effectuer dans sa vie, en disposant d'une certaine liberté dans la répartition de ces heures.

Avec l'aide d'un crédit-temps, chaque travailleur se verrait par exemple reconnaître le droit de cesser momentanément son activité professionnelle pour mener un projet hors de la sphère du travail.

Plus largement, une conférence annuelle sur les revenus et le temps de travail avec les partenaires sociaux devrait permettre à la société de fixer ses priorités et de déterminer ainsi comment elle entend partager les gains de productivité (entre augmentation des salaires, investissements, diminution du temps de travail).

Cette liberté de choix doit être la même pour tous. Cela suppose des politiques d'accompagnement culturel, d'éducation, de loisirs véritablement volontaristes qui ne soient pas périphériques, mais au cœur de notre projet.

**Il faut repenser le lien social comme un élément fondateur de notre " vivre ensemble ". Nous devons promouvoir des liens sociaux renouvelés, diversifiés, qui fondent notre idéal de justice et de fraternité.**

Notre conception de la richesse nous amène à remettre en cause le système capitaliste fondé exclusivement sur l'activité de production. Le développement d'une économie sociale et solidaire peut représenter une alternative à ce système.

## **C/ vers une économie sociale et solidaire**

On nous propose une vision binaire des acteurs de notre société.

D'un côté, des entreprises privées qui obéissent aux lois du marché et de l'autre la puissance publique au sens large (Etat, collectivités territoriales) qui fournit des biens et services collectifs.

**Entre ces 2 pôles, il y a une place pour le développement d'un secteur à part entière :**

**l'économie sociale et solidaire.**

**Ce 3e secteur regroupe des acteurs différents (Coopératives, associations...) qui ont pour principal objectif de renforcer le lien social.**

**Le développement de l'économie sociale et solidaire nous renvoie à la forme même de démocratie dans laquelle nous souhaitons vivre.**

- Nous voulons bien-entendu une démocratie qui s'exerce à travers la puissance publique et donc essentiellement à travers un système représentatif.

- Nous voulons également une démocratie qui s'appuie sur chaque citoyen en offrant à chacun la possibilité de s'impliquer et de devenir un acteur à part entière de la société.

**Nous souhaitons donc un équilibre et un échange permanent entre ces deux formes essentielles de délibération collective.**

**Le développement de l'économie sociale et solidaire, d'un tiers secteur fort et reconnu, est un des leviers qui pourrait permettre d'atteindre cet idéal ambitieux.**

Le secteur associatif par exemple produit déjà du collectif sur une base qui n'est pas directement issue de l'Etat ou des collectivités territoriales.

Que ce soit dans l'action sociale, la culture, la santé, le sport ou la formation, ce secteur est aujourd'hui incontournable et représente 1,2 millions d'emplois soit 9% de l'ensemble des emplois salariés.

L'une des caractéristiques de l'économie sociale et solidaire est la mixité des ressources financières, privées et publiques puisque ces structures tirent des revenus à la fois de la vente de leurs services mais aussi de subventions publiques.

Une autre des caractéristiques du tiers secteur est la démocratie interne de son fonctionnement : on peut penser au principe " un homme, une voix " qui régit l'actionariat salarié dans les coopératives ou au poids des bénévoles dans les conseils d'administration des associations.

Par ailleurs, la recherche de profit dans ce secteur est très limitée (réserves impartageables pour les coopératives ..).

**L'économie sociale et solidaire implique donc un objectif social fort, une implication d'acteurs différents, une délibération collective, une évaluation pluraliste, une territorialisation facteur de développement local.**

Que ce soit à l'école, à la campagne, à la ville ou entre les générations, il faut donner toute sa place à ce qui fonde notre "vivre ensemble".

### **III/ DE NOUVEAUX DROITS POUR LES SALARIÉS, UNE REFONTE RADICALE DE LA DÉMOCRATIE SOCIALE**

Dans les temps sociaux de chaque citoyen, le temps consacré à la production est et restera pour longtemps encore un temps structurant.

**A ce titre et comme dans les autres sphères de leur vie, les salariés doivent bénéficier de droits forts leur permettant de construire un rapport de force équitable. Ils doivent également pouvoir s'organiser collectivement afin de faire vivre une véritable démocratie sociale.**

Or, l'analyse de la crise du travail et de l'emploi montre l'écart grandissant entre la réalité des enjeux et l'exercice des pouvoirs collectifs des salariés face aux détenteurs du capital.

En France, le constat est double.

D'une part, les syndicats sont de plus en plus faibles avec l'un des taux de syndicalisation les plus bas en Europe.

D'autre part, le Patronat et la Droite mènent une remise en cause multiforme, déterminée et systématique des droits des salariés au nom d'une soi-disant efficacité économique.

Rappelons 2 décisions gouvernementales et une déclaration prémonitoire, emblématiques de cette volonté de mise à bas d'acquis sociaux issus de dizaines d'années de luttes sociales. D'abord la loi FILLON dite de " dialogue social ", qui supprime la hiérarchie des normes. Derrière ce terme savant, se cache simplement la possibilité de conclure un accord de branche ou d'entreprise moins favorable aux salariés que ce que prévoit le Code du Travail ou les minima légaux.

Cette loi scandaleuse qui permet des accords dérogatoires aux dispositions légales et conventionnelles sur des points majeurs (indemnités de licenciement, durée des périodes d'essai ou de préavis, etc...) doit être abrogée.

Ensuite, le contrat de « nouvelle embauche » du gouvernement " VILLEPIN-SARKOZY " qui autorise une TPE à licencier un de ses employés sans motif si celui-ci a moins de 2 ans d'ancienneté. Cette mesure incroyable contrevient aux règles du BIT (Bureau International du Travail), et bien sûr de l'Union Européenne, qui stipulent qu'un salarié ne peut pas être licencié sans motif valable.

Enfin, ayons bien à l'esprit la déclaration de la Présidente du MEDEF, Mme PARISOT : " là où commence le Code du Travail, s'arrête la liberté de penser ".

**La défense des salariés doit rester un combat essentiel des socialistes.**

### **A/ De nouveaux droits pour les salariés**

**Tout d'abord, le principe de la hiérarchie des normes doit être rétabli.**

**Nous voulons également réaffirmer la primauté de la Loi sur le contrat en renforçant notamment le code du travail.**

Il devra intégrer un encadrement strict des horaires de travail atypiques (travail de nuit, travail du dimanche, horaires atypiques, temps partiel subi...).

De plus, certaines dispositions comme l'amplitude horaire hebdomadaire, le seuil de déclenchement des heures supplémentaires et des repos compensateurs doivent être recalculés proportionnellement à la baisse de la durée légale.

Afin de stopper les abus de certains employeurs, groupes ou branches professionnelles, nous réclamons l'instauration de mécanismes limitant l'emploi précaire.

**Par ailleurs, nous constatons la forte augmentation de l'échelle des rémunérations** en Europe et dans le monde. Nous dénonçons cette situation qui conduit à déconnecter certaines rémunérations de toute réalité économique et sociale, alors même que d'autres sont contraints depuis des années au nom des mêmes " réalités économiques ".

**Il est pour nous nécessaire, en Europe, d'instaurer un écart maximum de rémunération** au sein de chaque organisation et entreprise, publique et privée.

**Nous devons conquérir de nouveaux droits mais aussi nous donner les moyens de les faire appliquer.** C'est pour nous un combat essentiel. L'inspection du travail doit aujourd'hui traiter 1,2 millions d'entreprises, dont près d'1 million ont moins de 10 salariés, avec seulement 800 inspecteurs. Afin de garantir le droit des salariés, nous proposons que le nombre d'inspecteurs et de contrôleurs du travail augmente de façon significative et qu'il soit doublé dans un premier temps. Il serait nécessaire d'indexer leur nombre sur celui des salariés.

**La formation tout au long de la vie, véritable outil de sécurisation des trajectoires professionnelles,** est pour nous un moyen permettant :

- A chacun de maîtriser sa compétence professionnelle pendant son temps de travail
- De résoudre certaines inégalités liées à la formation initiale, par exemple en mettant en place des droits spécifiques pour les personnes qui ont arrêté de façon précoce leurs études, en articulant de façon plus volontariste la formation continue et la formation initiale.

Les démarches de Validation des Acquis et de l'Expérience (VAE) doivent être plus accessibles, mieux accompagnées et moins onéreuses qu'aujourd'hui. Pour cela, des moyens suffisants devront être dégagés par les régions et les entreprises.

**D'une manière générale, nous pensons qu'une société solidaire, respectueuse de sa cohésion sociale est une société où l'égalité des conditions est forte et la hiérarchie salariale resserrée.**

## **B/ Vers un refonte radicale de la démocratie sociale**

Un véritable dialogue social ne peut exister que si les Syndicats retrouvent leur légitimité à porter les aspirations des salariés et si ces salariés sont dotés de réels pouvoirs pour intervenir dans la vie économique en général, dans leur branche professionnelle et dans leur entreprise en particulier.

C'est donc bien au Politique de donner au mouvement syndical les outils et les moyens appropriés tout en préservant son indépendance.

### **1/ Instaurer le principe de l'accord majoritaire et mettre en débat la question du droit de veto**

Cette refondation de la démocratie dans l'entreprise implique l'instauration d'accords réellement majoritaires basés sur une démarche positive de ratification et non comme à l'heure actuelle, sur une procédure compliquée de motion de refus.

**Un accord de branche ou d'entreprise ne pourra être valable que s'il est signé par un ou plusieurs syndicats représentant la majorité des salariés.**

**Par ailleurs, nous souhaitons donner un pouvoir accru au Comité d'Entreprise** par un renforcement de la procédure de droit d'alerte mise en place par les lois Auroux.

**Enfin, une réflexion doit être menée sur les conditions d'exercice du droit de veto des CE (des comités de groupe voire des comités européens) lors de prises de décisions stratégiques pour l'entreprise, notamment lorsque des questions d'emplois sont en cause.**

### **2/ Un rendez-vous social unique et une représentation de tous les salariés**

**Des élections nationales, uniques et tous les 3 ans regroupant les scrutins prud'homaux, les élections des Comités d'Entreprise, des Délégués du personnel... permettraient une vraie lisibilité et une vraie mobilisation autour de ces instances.**

Par ailleurs, afin de supprimer les effets néfastes des seuils d'effectifs pour les entreprises de moins de 50 salariés, des Délégués de Bassins d'Emplois pourraient être élus par les salariés des entreprises, dont l'effectif se situe en dessous de 50.

De même, la création de Comités de Branche (regroupement par métier ou filière) ou de Maisons du Salarial (regroupement par bassin d'emploi) permettrait d'organiser de façon plus efficace la lutte collective si difficile dans les PME et TPE.

Ces **Maisons du Salarial** regrouperaient donc au niveau de chaque territoire ou bassin d'emploi les représentants des organisations syndicales et patronales, les élus locaux, le service national de l'emploi, afin de gérer en commun le développement économique local.

**La faiblesse des rémunérations et les mauvaises conditions de travail dans les petites entreprises** sont souvent le résultat du développement de la sous-traitance par les grands groupes d'une partie de plus en plus importante de leur production. Ce moyen leur permet de déroger aux conditions supposées plus favorables faites à leurs salariés. Leurs exigences en terme de coûts et de délais conduisent les fournisseurs à dégrader la situation de leurs propres salariés.

Pour empêcher de tels abus, **il convient de prévoir des clauses sociales dans les contrats de sous-traitance basées sur les conventions et accords d'entreprise des donneurs d'ordre.**

Etendre cette obligation aux contrats passés avec des fournisseurs étrangers constitue également un moyen de prévenir les délocalisations.

**Par ailleurs un Service National pour l'Emploi serait créé,** se présentant sous forme de guichet unique et regroupant à la fois tous les organismes d'état ou paritaires traitant de l'emploi (assedic, unedic, anpe) et de la formation.

**Enfin, chaque salarié, quelle que soit la taille de son entreprise, devra recevoir une information complète en même temps que sa lettre d'embauche :** règlement intérieur, Convention Collective dont il relève, un livret résumant ses droits et devoirs, le nom et les coordonnées des Représentants des salariés auxquels il est susceptible de s'adresser...

### **3/ Pour un financement public des Confédérations Syndicales**

Le financement des Organisations Syndicales repose sur des systèmes complexes, au sein desquels la cotisation des syndiqués ne tient qu'un rôle mineur.

Afin de résoudre cette question, qui devient cruciale pour la survie des grandes Centrales Ouvrières, **nous souhaitons un financement public sur le modèle utilisé actuellement pour les partis politiques.**

Nous proposons des élections nationales tous les 3 ans permettant de connaître la représentativité de chaque Organisation. Une enveloppe globale définie par le Parlement serait ensuite répartie entre toutes les Confédérations, au prorata des suffrages obtenus.

**Comme dans la sphère politique, nous devons également limiter le cumul des mandats, et permettre en contrepartie aux représentants syndicaux un déroulement de carrière (salaire et formation) équivalent aux autres membres de l'entreprise.**

## **IV/ MENER LA BATAILLE CULTURELLE**

Comme nous l'avons déjà évoqué, l'homme doit avoir accès à différentes activités nécessaires à son équilibre. L'activité culturelle est l'une d'entre elles, et doit permettre à chacun de vivre pleinement son humanité : utiliser l'information à bon escient, développer son sens critique, affirmer ses émotions, participer aux projets de la cité....

**La culture n'est pas un loisir pour esthètes, elle n'est pas réservée à une élite, la culture est vécue et agie par chacun d'entre nous, souvent à notre insu.** La culture est ce qui fonde, ce qui cimenter la vie en société. C'est ce qui crée la communauté, la société, ses valeurs et institutions.

**Nous entendons par culture, l'ensemble de connaissances, de pratiques artistiques, de lois, de coutumes, de savoir faire... qui nous identifient, nous rassemblent, nous servent en permanence de boussole.**

**C'est grâce à elle que nous portons un regard aigu sur le monde, nous permettant de nous forger notre propre jugement, de nous soustraire au modèle dominant, de tenir à distance les préjugés, de nous ouvrir à notre environnement et de pouvoir à la fois le comprendre et communiquer avec lui.**

Elle permet ainsi tout simplement à chaque homme de jouer son rôle de citoyen éclairé, d'ancrer à la fois sa propre identité et sa propre histoire, tout en appréhendant d'autres horizons, d'autres raisonnements, d'autres préoccupations... Cet équilibre entre une implication/recherche identitaire et une ouverture sur les autres est un réel enjeu des projets culturels de tout ordre.

La culture est également un vecteur de socialisation, d'éman-

ciation, engageant le respect des autres ; elle est aussi source de créativité. Elle n'est pas réservée aux seuls artistes, ou " privilégiés ".

Il n'y a pas d'ailleurs de modèle économique, politique, social sans le partage de valeurs culturelles. Ces valeurs ne sont pas figées une fois pour toutes.

**Une société est vivante quand sa culture est vivante, quand elle est toujours en recherche et quand le plus grand nombre s'y intéresse.** La situation actuelle, liée à la mondialisation des informations, de l'économie et des consciences humaines qui doivent maintenant se projeter dans une vision planétaire, requiert qu'un regard particulier soit porté sur la culture, pour préserver nos héritages, mais aussi pour nous permettre de construire le présent et de nous projeter dans l'avenir.

L'objectif n'est pas d'imposer une culture " modèle/standard " définie par les élites, mais de permettre à chacun de trouver ses propres modes de lecture et d'expression à partir d'un socle de connaissances et de valeurs acquises et partagées.

La culture crée une identité commune même s'il y a actuellement nécessité de revoir la notion trop fermée de l'identité culturelle dont on se rend compte à quel point elle peut faire le lit des fondamentalismes et fanatismes divers, si elle est interprétée de façon restrictive.

Un de nos défis majeurs est bien d'élargir au plus grand nombre l'accès aux différentes expressions culturelles, des arts, des sciences ou de la pensée. En effet, la culture est un ressort essentiel de la démocratie, de lutte contre les inégalités, quand on sait que par exemple 2/3 de la population n'accède pas aux différentes activités proposées pour le grand public (musée, théâtre, opéra...).

**Notre propos sur la culture sera plus large que la problématique d'un accès minoritaire à l'offre culturelle.**

Une nouvelle politique culturelle, basée sur ces convictions, dépassant la seule volonté de développer l'offre, permettra de proposer une alternative à l'image d'Épinal d'une culture de la consommation portée par les médias et la publicité ; et d'avoir avant tout pour enjeu la lutte contre les inégalités, le sectarisme, le repli sur soi...ferments du fanatisme et de l'aveuglement.

## **A/ Une lutte européenne et mondiale pour garantir "l'exception culturelle"**

Devons nous craindre une uniformisation des expressions culturelles ?

Le pluralisme de la création artistique peut en effet être profondément atteint par les logiques capitalistiques qui poussent à investir dans les productions présumées rentables, négligeant les créations sans avenir économique immédiat, avec tout ce que cela signifie en termes de standardisation.

Pour limiter le risque économique, la création culturelle est



souvent limitée ou accompagnée d'un effort de marketing qui " force " la demande à s'y porter au détriment d'autres créations.

**Or, les biens culturels ne sont pas des produits comme les autres.**

**La théorie de l'avantage comparatif (chaque pays a intérêt à produire des biens pour lesquels il possède un avantage, et à importer les autres), n'a aucun sens en matière culturelle. Imagine-t-on un pays doué pour le théâtre renoncer au roman, et importer les formes d'expression artistiques lui faisant défaut?**

A l'ère de la globalisation, c'est avant tout un enjeu de politique mondiale. Et l'Europe doit continuer à lutter contre toute mesure de libéralisation dans le domaine culturel.

**Une farouche volonté de garder ce principe d'exception est primordiale.**

La France doit défendre fermement le projet de convention pour la protection de la diversité dont la première version a été adoptée en juin à l'UNESCO, qui doterait la diversité culturelle d'un instrument juridique mettant les politiques culturelles à l'abri de toute tentative de libéralisation :

**le défi étant d'assurer le libre accès de tous les peuples aux biens culturels, tout en protégeant la diversité et la création culturelle contre l'hégémonie d'un marché libéralisé, et contre celle des pouvoirs locaux irrespectueux des minorités et de la liberté d'information.**

Enfin, les fonds de soutien créés en faveur des créateurs du Sud sont un premier pas vers un partenariat culturel qui pourra permettre un partage, un échange porteur de sens et d'enrichissement mutuel.

## **B/ S'engager pour soutenir la création**

**La création a besoin de ressources pour vivre. Les logiques du marché n'ont aucun rapport ni avec des choix démocratiques, ni avec des enjeux proprement culturels.**

**En un mot, la culture doit échapper au droit commun en matière commerciale.**

Il nous faut garantir à tous les niveaux le principe de l' " exception culturelle ", afin que les œuvres puissent exister et être diffusées mais sans une rentabilité nécessaire et immédiate.

De nouvelles recettes seront dégagées afin de soutenir et d'alimenter de façon significative les fonds de soutien à la création, gage de diversité et donc de pluralisme.

**Il est nécessaire de donner aux artistes un véritable statut et un rôle social en préservant leur indépendance de création.** Plus largement, tous les artistes sans exception, doivent bénéficier d'une véritable protection sociale et d'un droit à la formation continue.

**D'ailleurs, la question du traitement des intermittents**

**révèle la manière dont notre société considère la Culture.**

Quel argent l'Etat est-il prêt à verser pour que les artistes et les techniciens du spectacle puissent réaliser leurs créations et vivre entre deux missions ? Quand il n'est pas engagé dans un spectacle, un danseur doit s'entraîner; avant de tourner un film ou un documentaire, un réalisateur bâtit son scénario et recherche des fonds, etc.

**La question n'est donc pas la rentabilité de la prestation ni de son retour sur investissement, mais bien le soutien de l'artiste afin qu'il puisse tisser le fil l'amenant à la création.**

Par ailleurs dans l'univers du spectacle vivant, du cinéma et de l'audiovisuel, la présence de salariés permanents est étroitement liée à celle des intermittents. Il y a même une quasi-interdépendance. L'emploi des uns entraîne l'embauche des autres. La question des déficits de l'UNEDIC est non seulement plus complexe qu'il n'y paraît mais elle n'a même aucun sens si l'on considère la Culture comme un investissement, comme un indice de développement supplémentaire.

## **C/ La diffusion doit être plurielle**

**Enfin, concernant la diffusion, l'Etat doit assurer le pluralisme, et cadrer les situations quasi monopolistiques.**

**Cette question est centrale dans tous les domaines culturels.**

**Concernant l'implantation des cinémas par exemple, nous devons contraindre les collectivités à respecter un équilibre qui permet au public d'avoir le choix.**

Le choix entre des programmations " commerciales " dans des cinémas où le taux de marge est l'unique tableau de bord, et des programmations " libres " dans des cinémas indépendants qui disposeront de suffisamment d'espace pour se développer.

**La question se pose avec autant d'acuité dans le domaine de l'Édition (édition et distribution) où les monopôles (de la création, à la distribution en passant par l'édition et la commercialisation) font craindre le pire dans les années qui viennent.**

**De même, dans le secteur audio-visuel,** la détention par une même entreprise de la conception des programmes (maisons de production), de chaînes de télévision, et des canaux de diffusion (câble, ADSL, satellite), montre à quel point la situation est orientée vers la recherche de la rentabilité optimale.

Dans tous les domaines, le rôle de la collectivité (qu'il s'agisse de l'Etat ou de collectivités locales) est bien d'assurer un pluralisme culturel, en soutenant notamment les structures indépendantes.

## **D/ Pour une politique d'éducation culturelle**

Le développement d'une politique d'offre et de diffusion est nécessaire mais pas suffisante. Il est aujourd'hui clair que la Culture ne s'adresse qu'à une partie de la population. L'autre partie, de par son origine sociale est exclue " de fait " de toute politique culturelle.

Il faut donc agir sur la demande notamment à travers une politique d'éducation culturelle renouvelée et audacieuse.

**L'enseignement des différentes formes artistiques, mais aussi des matières culturelles au sens large, touchant tous les aspects de la citoyenneté et permettant à la fois l'implication identitaire et l'ouverture sur le monde, doivent être entrepris comme un acte essentiel.**

Les pratiques culturelles doivent être également encouragées, à la fois dans le milieu scolaire, et dans le cadre des activités proposées par les collectivités locales, et ce par un investissement public approprié.

A l'heure où l'objectif d'un patron de chaîne de télévision est de " générer de la disponibilité dans les cerveaux des téléspectateurs pour vendre plus de publicité ", il est temps que l'école mette en place des moyens humains et s'équipe pour un apprentissage systématique de l'utilisation des nouveaux outils de communication, qu'elle enseigne aux élèves à avoir un regard critique sur les médias, à disséquer les images, à analyser les informations, à prendre du recul par rapport aux fictions.

**Une loi d'orientation volontariste, inscrivant l'action culturelle comme un domaine d'intervention publique, et permettant également de lutter contre l'uniformisation devra redéfinir le rôle de l'Etat en la matière dans un sens plus volontariste.**

Il est tant de considérer la Culture comme un investissement qui peut contribuer d'ailleurs à baisser d'autres postes budgétaires comme les dépenses liées à la délinquance.

**La vie culturelle doit aussi être considérée comme un moyen de reconstituer du lien là où les réflexes de solidarité se sont évanouis, et à terme, peut devenir un vecteur de réintégration des classes populaires dans l'espace public. Le choix des collectivités locales dans ce domaine peut avoir une véritable portée politique.**

Il n'y a qu'un pas pour que cette vie culturelle donne également un nouveau souffle à la fraternité, elle peut en faire également la preuve par l'expérience et le partage...

## V/ UNE ÉCOLE DU "SAVOIR-ÊTRE", UNE ÉCOLE POUR TOUS

Nous aspirons à une société solidaire et dynamique, qui place l'homme et le lien social au centre de ses priorités. Pour construire cette société, nous disposons d'un outil unique, formidable, irremplaçable : l'école républicaine, laïque, gratuite et obligatoire. Encore faut-il qu'on lui assigne des missions en adéquation avec ce projet.

Pour nous, l'école doit être un lieu de formation citoyenne avant d'être celui de l'acquisition de connaissances et de

savoir-faire professionnels. C'est en effet par l'apprentissage d'un certain nombre de comportements en situation de vie collective - respect des autres, coopération, adaptation à la situation, regard critique - que va se construire le futur citoyen.

Cela ne signifie pas pour autant que l'école doit abandonner ses missions traditionnelles. Au contraire elle doit assurer une solide culture générale à tous, en veillant à ne négliger aucune discipline - notamment les disciplines éveillant à la sensibilité -.

## A/ Donner une place centrale à l'éducation civique

L'éducation au "vivre ensemble" doit être au cœur des apprentissages dispensés à l'école. C'est sur ce socle d'éducation civique commune que se fonde notre démocratie. Il faut donc qu'il soit solide et que chacun ait bien conscience du rôle déterminant de l'école dans cette construction de la cohésion sociale.

**Apprendre aux jeunes à s'intéresser aux autres, à s'écouter, à se respecter, à débattre, à définir des règles de vie commune, à conduire des actions collectives, à coopérer : voilà la mission première de l'école.**

Pour rendre concret et faire vivre cet apprentissage, nous proposons que dans les emplois du temps de toutes les classes, de la maternelle à la terminale, un temps soit prévu pour la réalisation d'un projet collectif. C'est en effet au travers d'une réalisation concrète, nécessitant débat, choix de stratégie, organisation, solidarité, implication de chacun, que vont s'acquérir les bases de la citoyenneté.

Avec le même souci de développer l'habitude du débat d'idées, la réflexion sur la vie sociale, la connaissance de la nature humaine et des comportements collectifs et individuels, nous proposons d'introduire une heure de philosophie dans les horaires scolaires dès l'école élémentaire.

## B/ Utiliser l'atout de l'hétérogénéité

L'hétérogénéité est une source de richesse en soi. Les études menées sur le sujet démontrent que ce sont dans les classes où les niveaux et les origines des élèves sont les plus diversifiés qu'ils progressent le plus. Elles permettent l'apprentissage de la tolérance et le respect des différences, bases de la vie en société.

**De la différence naissent à la fois une certaine émulation et un enrichissement réciproque qui sont des moteurs pour tous les apprentissages. L'hétérogénéité n'est donc pas un handicap, comme le croient bon nombre de parents et d'enseignants, c'est au contraire un indéniable atout.**

Cependant il faut que l'école ait les moyens de tirer le meilleur profit de cette diversité, ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui.

L'Etat doit faire un effort particulier pour aider les équipes pédagogiques à prendre en compte la diversité des élèves. Il est indispensable que les classes aient des effectifs raisonna-

bles pour permettre aux enseignants de différencier leur pédagogie et d'aider les élèves qui en ont besoin. Il est également nécessaire de renforcer des structures d'aides pour les élèves les plus en difficulté : Réseaux d'Aide à tous les niveaux d'enseignement (psychologues et maîtres spécialisés), enseignants supplémentaires pour assurer un travail de soutien et de médiation. Il faut aussi mobiliser les moyens sur les zones où se concentrent les difficultés, notamment les ZEP, afin de continuer à corriger les inégalités les plus criantes.

**Cet effort pour mieux prendre en compte l'hétérogénéité implique aussi de réintroduire les aides éducateurs dans les établissements scolaires, en les recrutant comme fonctionnaires.** Ils ont permis aux enseignants de se consacrer à de petits groupes d'élèves, aidé à la mise en place de projets, fait vivre les centres de documentation et les salles informatiques, établi des contacts privilégiés avec les jeunes. Il est important d'assurer à nouveau toutes ces missions.

## C/ Prendre en compte le handicap

Malgré la bonne volonté des auxiliaires de vie scolaire et des professeurs, la diversité des aides extérieures qui leur sont apportées, il est un certain nombre de jeunes pour qui la structure scolaire "ordinaire" a ses limites : ce sont les élèves en situation de handicap.

L'accueil de ces derniers dans l'école de la République doit être la règle et une règle appliquée. Elle doit s'accompagner de tous les moyens de "facilitation" de cette scolarisation et implique une formation adaptée des enseignants.

Cette intégration d'enfants en situation de handicap, quand elle est possible et voulue, participe aussi de l'éducation à la citoyenneté.

Cependant, pour ceux dont le handicap est très lourd et nécessite des soins quotidiens, **des structures médico-scolaires publiques sont indispensables.**

Il est anormal que ces jeunes et leurs familles ne trouvent aujourd'hui de solutions que dans des établissements spécialisés privés, établissements souvent éloignés de leur domicile qui les accueillent au compte-goutte car le nombre de places qu'ils ont à offrir est limité.

## D/ Corriger les inégalités territoriales

**L'école de la République est l'école de tous. En accueillant des enfants de toutes origines, de tous milieux, de toute croyance, elle favorise la mixité sociale et joue pleinement son rôle de socialisation qui fonde notre « vivre ensemble ».**

Cependant cette mission essentielle, elle ne peut la mener à bien sur l'ensemble du territoire national. Pourquoi ? D'abord parce qu'il existe des écoles privées non soumises aux cartes scolaires, où les enfants de classes sociales privilégiées sont soustraits à la loi commune et se retrouvent "entre eux, avec les mêmes références, la même volonté de s'isoler de la masse.

Comment peut-on construire une société solidaire en pratiquant une telle ségrégation dès l'enfance ?

**Nous proposons donc l'intégration des écoles privées actuellement sous contrat et hors contrat au service public et laïque d'Education, seul véritable garant de l'intérêt général.**

Actuellement, par le jeu des dérogations, quantité d'élèves sont scolarisés dans un autre établissement que celui de leur secteur scolaire et on assiste à une fuite des "élites" vers les établissements les mieux "cotés" ou accueillant le moins de jeunes des milieux défavorisés. Cela crée des ghettos qui viennent s'ajouter à ceux existants.

**Nous pensons qu'il faut casser cette logique de ségrégation et régénérer la mixité sociale là où elle a disparu, voire où elle n'a jamais existé.**

Pour cela, nous pensons qu'il faut plus strictement encadrer les possibilités de dérogation et qu'il faut revoir les secteurs scolaires de certains établissements, quitte à leur faire accueillir des jeunes venant d'autres quartiers que le leur.

Enfin, le service public d'Education renforcera son dynamisme et laissera la place à des expériences pédagogiques ouvertes et innovantes.

## E/ Démocratiser les études supérieures

**Nous proposons que les classes préparatoires soient totalement intégrées au monde universitaire.**

L'objectif est que les grandes écoles, tout en continuant à assurer un haut niveau de formation, diversifient leur recrutement et multiplient les passerelles et les échanges avec l'université.

**Parallèlement, pour faciliter l'accès à des études longues, nous soutenons la mise en place d'un "contrat d'autonomie" garantissant aux étudiants un niveau de revenu suffisant.**

Nous souhaitons que la possibilité pour un jeune d'engager des études ne soit pas limitée par le niveau de revenu ou la volonté de ses parents.

## F/ Se mettre en phase avec l'évolution du monde : une école tournée vers l'Europe

Il faut développer davantage l'apprentissage des langues étrangères dès le plus jeune âge car la France a un retard important dans ce domaine. Nous proposons donc que l'enseignement d'une langue vivante s'effectue dès l'école maternelle, avant l'introduction d'une seconde langue à partir du CM1. Il est indispensable d'en donner les moyens à toutes les écoles, afin d'éviter le développement des inégalités face au système scolaire.

Dans le même esprit, il faut favoriser les échanges internationaux du collège à l'Université. **Nous proposons également**

**que soit enseignée l'histoire de l'Europe et des pays européens plutôt que la seule histoire de France. Par cet effort, l'école contribuera à établir une citoyenneté européenne fondée sur une culture et une histoire commune.**

L'évolution du monde actuel, c'est aussi le formidable développement des médias et moyens de communication. Avec internet, on est en relation avec les quatre coins de la planète en un clic. Cette révolution technologique nous donne de précieux outils pour développer les relations humaines. Mais l'usage qui en est fait peut aller à l'encontre de notre objectif.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est indispensable que l'école mette en place un apprentissage systématique de l'utilisation de ces nouveaux outils de communication, qu'elle enseigne aux élèves à avoir un regard critique sur tous les types de médias, à disséquer les images, à analyser les informations, à prendre du recul par rapport aux fictions.

## **G/ Redonner toute sa place à l'éducation populaire**

À une époque où de nombreux services publics deviennent marchands, il est primordial de se pencher sur une valeur fondamentale du socialisme : l'éducation populaire.

**Elle regroupe les actions de formation et d'éducation qui, au côté de l'école, ont pour but premier de démocratiser le savoir et d'assurer à tous les hommes et les femmes, quel que soit leur âge, les moyens de mieux participer à la démocratie en proposant des formes originales d'accès au savoir et à la culture.**

Elle a pour fondement le principe essentiel que l'éducation n'a pas pour objectif premier de former des travailleurs mais des citoyens libres.

Les fédérations d'éducation populaire souffrent aujourd'hui, comme les services publics, de la marchandisation de l'accès à la connaissance et au savoir. Pourtant, les militants de l'éducation populaire, au même titre que les militants syndicaux ou politiques, demeurent plus que jamais attachés à cet idéal de formation permanente.

En refusant de voir leurs associations se transformer en simple lieu de consommation d'animations, même culturelles, ces militants réaffirment que seule l'éducation permet aux citoyens de se libérer réellement, de comprendre leur réalité et de se mobiliser collectivement pour enfin être les acteurs principaux du progrès social.

**L'éducation populaire, fondement même du mouvement ouvrier et syndical, est à l'origine des principales revendications socialistes.** Elle a permis, dès le milieu du XIXe siècle, la prise de conscience de l'indispensable solidarité entre les travailleurs, qui devenaient peu à peu des citoyens à part entière.

Au début du XXIe siècle, nous aurions tort de croire que ce concept est dépassé, il est simplement à réactualiser. L'école de la République seule ne suffit pas.

Son prolongement dans le mouvement social doit se faire par le biais de l'éducation populaire. Il serait grand temps de reconnaître l'éducation populaire comme un vrai service public, pris en charge non pas par l'État ou les collectivités locales, mais par les citoyens eux-mêmes.

## **VI/ UNE DÉMARCHE FÉMINISTE**

**En se focalisant sur la croissance et le travail, on oublie que l'activité humaine est plurielle : activités sociales, parentales, politiques, amoureuses, et que toutes ces activités sont nécessaires pour un développement humain de nos sociétés.**

Les femmes sont particulièrement touchées par la trop faible reconnaissance de ces temps de la vie. En trente ans, nous sommes passés d'un modèle où les femmes restaient majoritairement à la maison à s'occuper des enfants et des tâches domestiques, à un modèle où les femmes, désormais plus diplômées que les hommes sont très majoritairement actives, y compris avec des enfants en bas âge.

**La société ne s'est pas adaptée à cette nouvelle situation : ni les pouvoirs publics, locaux et nationaux, ni les entreprises, ni les hommes n'ont suffisamment évolué.**

**Le fonctionnement des principales institutions n'a pas été revu, pas plus que le partage des rôles entre les hommes et les femmes.**

Les modes de garde des jeunes enfants et les rythmes scolaires sont restés organisés sur l'idée qu'il y a toujours quelqu'un, la mère, qui vient chercher l'enfant à la sortie de l'école. Les femmes ont donc tout simplement ajouté à leur rôle traditionnel, leur vie professionnelle. Elles continuent d'effectuer 80 % du travail domestique, voire 90 % quand les 2 conjoints actifs ont au moins 2 enfants.

Le temps parental est également pris en charge aux deux-tiers par les femmes, ce qui explique en grande partie les inégalités professionnelles : ce sont les femmes qui s'arrêtent encore de travailler à la naissance d'un enfant ou qui diminuent leur investissement professionnel, elles qui rentrent plus tôt le soir, qui refusent les promotions....

**Nous voulons " déspecialiser les rôles ", c'est-à-dire favoriser un rééquilibrage des rôles entre l'homme et la femme en impliquant fortement les pères dans la vie parentale, en leur donnant l'occasion de relativiser leur investissement dans le travail.**

Dans ce sens, l'ensemble des dispositifs de la politique familiale doivent être revus pour permettre, aux hommes et aux femmes de concilier au mieux leur vie professionnelle et leur vie parentale.

La société doit garantir à chacun un vrai temps : un temps pour les activités parentales (pour les parents mais aussi pour les enfants), pour les activités sociales, productives, et bien entendu du temps pour soi.

## **A/ Les inégalités dans le monde du travail**

Nous dénonçons un certain nombre d'inégalités dans le monde du travail qui touchent en premier lieu les femmes.

Il existe une inégalité criante entre les hommes et les femmes devant le temps partiel. En France, 27,1 % des femmes actives occupées sont à temps partiel contre 4,7 % des hommes. Parmi ces femmes, près d'un tiers subissent un temps partiel contraint et souhaiteraient revenir à temps plein.

**Le salaire des femmes est également moins élevé que celui des hommes à qualification et poste identiques. En moyenne, dans la zone OCDE, le salaire horaire féminin correspond à 84 % de celui des hommes.** Dans les 5 000 premières entreprises françaises, les femmes ne représentent que 7 % des cadres dirigeants. Globalement, les femmes employées ont, au bout de 10 ans de carrière, 2 fois moins de chances d'accéder au statut de cadre.

L'ensemble de ces inégalités sont par ailleurs d'autant plus fortes que la condition sociale des femmes est précaire. Nous proposons de nous inspirer de plusieurs lois votées et appliquées dans certains pays. Les Pays-Bas ont par exemple adopté une loi sur l'adaptation du temps de travail qui permet au salarié d'augmenter ou de baisser son temps de travail avec des possibilités de refus très limités pour l'employeur. Nous veillerons, dans le code du travail à renforcer la législation concernant le délai de prévenance et la flexibilité des horaires.

**La réduction du temps de travail reste selon nous la condition d'une véritable égalité entre hommes et femmes dans l'emploi.** Les études montrent que le taux d'emploi des hommes et des femmes de 25 à 54 ans présentent encore une différence de 15 points liée à la présence d'enfants. En permettant une meilleure répartition des rôles et des tâches domestiques et familiales, la réduction du temps de travail permet donc un accès plus égalitaire à l'emploi.

**Nous devons également donner les moyens aux inspecteurs du travail de sanctionner les entreprises où les écarts entre les salaires hommes/femmes sont supérieurs à 10 %, où il n'existe pas une parité effective à tous les niveaux de la hiérarchie de l'entreprise.**

**Nous demandons à ce que la parité soit effective pour l'ensemble des institutions ou instances représentant les salariés (Comité d'Entreprise, Délégué du Personnel, Prud'hommes...).**

La loi française, au travers des lois Roudy et Genisson, comporte déjà un arsenal de mesures qui, si elles étaient respectées, assurerait le processus vers l'égalité des chances. Il nous faut donc appliquer strictement ces textes, les renforcer par des critères stricts d'évolution de la structure hiérarchique et salariale et renforcer les sanctions contre les entreprises récalcitrantes.

Afin d'aider les inspecteurs du travail, déjà trop peu nombreux, dans cette tâche, nous proposons la création de comités nationaux, régionaux et départementaux d'égalité des chances, sur

le modèle de ceux créés en Scandinavie, qui auraient pour mission de surveiller les embauches, les promotions, recueillir les plaintes, les examiner, faire œuvre de conciliation quand cela est possible et aller en justice quand cela ne l'est pas.

De façon moins directe, des labels sociaux, dont l'égalité homme/femme sera un critère, devront être mis en place. Ils conditionneront l'accès aux marchés publics pour ces entreprises.

## **B/ La nécessité du volontarisme**

Les hommes doivent également profondément changer de comportement et concevoir différemment l'articulation des temps de la vie au sein du couple. L'éducation et notamment l'éducation civique, doit évidemment contribuer à donner à chacun des repères pour des activités plurielles et équilibrées.

**Nous souhaitons allonger de façon significative le congé de paternité et le congé parental.**

Par ailleurs, en privilégiant les modes de garde collectif, nous proposons, comme c'est le cas en Suède depuis 1995, d'introduire une obligation légale pour les collectivités locales d'offrir une place de garde pour chaque enfant. Nous proposons la généralisation des dispositifs de " bureaux des temps " mis en place à Paris ou à Poitiers qui permettent la coordination entre les temps de la vie (vie familiale, culturelle, associative, transport, accès aux services publics...).

**Nous nous prononçons évidemment en faveur d'une imposition séparée plus juste qui corresponde véritablement à l'évolution de la société.**

Nous devons garantir le droit à l'avortement en augmentant et en rénovant la capacité d'accueil des centres IVG. Nous devons mettre en place dans les lycées et les collèges une sensibilisation à la sexualité assurée par les infirmières scolaires ou des associations reconnues d'utilité publique.

Par ailleurs, contre les violences faites aux femmes, nous proposons la mise en place de travail en réseau qui assure une prise en charge des victimes dès l'accueil dans les commissariats par des personnels formés à cet effet. Nous veillerons également à la mise en place d'un nombre suffisant de lieux d'accueil adaptés (soutien psychologique, juridique, aide au logement...).

Enfin, la question de la représentation politique des femmes se pose encore de façon cruciale notamment à l'Assemblée nationale.

**Pour que la parité soit effective lors des élections législatives, nous reprenons à notre compte la proposition qui consiste à diviser par deux le nombre de circonscriptions et à présenter un " ticket paritaire " qui amènerait mécaniquement à la parité. En tout état de cause, et quel que soit le mode de scrutin ou l'élection, la stricte parité devra être appliquée.**

Promouvoir une démarche féministe, c'est dire clairement que nous nous positionnons pour une politique de discrimination positive forte et résolue. C'est également initier une véritable

révolution culturelle qui consacre une activité humaine plurielle, équilibrée et civilisée. Enfin, nous tenons à rappeler que féminisme et socialisme sont indissociables. Ce combat est celui de chacun d'entre nous, et pas seulement celui des femmes !

## VII/ VERS UN NOUVEAU MODÈLE EUROPÉEN

25 pays en recherche d'un sens pour leur projet commun, et des citoyens européens en désarroi.

L'espace européen se cherche depuis 60 ans, mais cette fois-ci la pression de ses concurrents à l'échelle du système économique mondial va catalyser un choix de long terme et peut-être différent du chemin établi.

**En dépit de ses crises et de ses injustices, l'Europe est aujourd'hui assez riche et développée au sens de l'économie de marché, pour être face à un choix : quelle direction pour l'édifice commun qu'est l'Union Européenne ?**

Certains lui proposent de se fondre dans le système en place, libéral et capitaliste, construit dans l'espace américain, en apportant sa nuance européenne qui se réduirait à un folklore local.

D'autres espaces semblent faire ce choix à l'échelle de la planète. Le pays le plus peuplé, la Chine, semble choisir pour son développement de participer pleinement au système économique en place, avec ses valeurs de compétition, de production, d'argent roi.

L'Inde place également ses premiers pas dans la compétition sous le signe du monde libéral dominant...  
Sommes-nous condamnés à suivre ?

Nous ne le pensons pas et nous proposons un autre chemin pour l'Europe.

**Il s'agit de bâtir face au désarroi européen un autre modèle, d'ancrer notre développement dans la construction d'un autre monde. Nous en avons la force, démographiquement, technologiquement, culturellement.**

### A/ L'Europe fédérale et politique comme alternative au modèle libéral

C'est maintenant la volonté politique qui marquera l'essor ou l'échec de cette occasion de construire notre différence. Il s'agit de proposer une vraie vision de long terme pour une Europe fédérale, capable de s'affranchir des maux du présent et de refuser les fausses réformes au nom d'une pseudo modernité.

**Ensemble, les européens doivent vivre dans une société où**

**l'on peut s'enorgueillir d'infrastructures partagées, qu'elles soient de santé ou d'éducation, de transport, de culture ou de loisirs. Il s'agit de démontrer à la planète qu'un espace pertinent, aussi bien dans sa démographie que dans sa géographie, peut s'organiser en harmonie avec ses citoyens et son environnement, tout en regardant vers l'avenir et en relevant les défis technologiques et sociaux.**

**C'est bien une Europe porteuse d'un projet de civilisation** qu'il s'agit aujourd'hui de formuler. Son ambition est d'incarner l'exemple d'un autre mode de développement tout aussi valide que le vainqueur du moment. Ce dernier, tout en pillant la planète au profit d'une minorité, ne regarde pas plus loin que son espérance de survie personnelle et son confort du jour. Il veut nous faire croire à sa pérennité et à sa modernité en appelant rigidités toutes les formes de contestation.

D'une avant-garde à 6 à un grand ensemble à 30, l'important est le contenu. Nous militons pour que les pays qui veulent aller plus loin le fassent, qu'ils soient force d'exemple dans des harmonisations sociales, fiscales, juridiques ou environnementales.

Ainsi, les coopérations renforcées nous semblent être le moyen de faire avancer l'Europe pour ceux qui le souhaitent.

Nous plaçons pour la mise sur pied d'une **nouvelle convention qui devra organiser une Union européenne réellement forte** avec de grandes capacités de puissance à la fois à l'intérieur de ses murs mais aussi à l'extérieur. Cela passe par au moins deux points éludés par l'actuel projet : en premier, **l'organisation d'une fiscalité européenne** se substituant en partie aux impôts nationaux et en sus, **une imposition nouvelle portant sur les spéculations financières**, plus values et dividendes ; en second, **la fusion pure et simple des armées nationales**, les dissuasions nucléaires françaises et anglaises devant être remises dans les mains du Président de l'Union. Sans ces deux éléments fondamentaux il ne pourra y avoir de progrès pour l'Union.

Nous avons toujours vécu l'Europe comme cadre d'action première et cette Europe est bien aujourd'hui l'espace pertinent du débat politique.

**L'Europe doit proposer ses propres indicateurs de développement sociaux, économiques, humains et écologiques, comme un modèle alternatif pour la planète.**

Sur cette question précise, nous devons promouvoir ce que de nombreux militants associatifs appellent la " **comptabilité du 21e siècle** " adaptée aux enjeux de notre temps parce qu'elle mesure de manière différente la richesse. **Comptes économiques, comptes sociaux et environnementaux doivent devenir indissociables.**

Nous proposons que chaque pays présente un rapport national détaillé sur le développement humain, organise des débats publics (via les Parlements, des forums publics, etc...) et utilise la voie médiatique afin de convaincre sur cette question. La France dans ce domaine doit montrer la voie.

**Nous devons enfin proposer une vision nouvelle et imaginative des " frontières " de l'Europe.**

**Nous nous positionnons résolument pour la construction d'un espace européen de démocratie et de développement défendant des valeurs universelles. Dans ce cadre, les notions de frontières ou de situations géographiques ne nous semblent pas pertinentes pour construire cette communauté. Ainsi, notre démarche ne peut se concevoir que dans un modèle fédéral. Des pays de tous les continents, de toutes les cultures, devront se réunir politiquement et économiquement pour défendre leurs idéaux et leurs valeurs fondamentales.**

L'Europe est beaucoup plus qu'une zone géographique. Face au système dominant, ce nouvel espace doit promouvoir un idéal de développement humain. Il doit être un véritable espace politique, démocratique et citoyen, un espace qui abolit toutes les frontières...

## **B/ Construire l'Europe fédérale**

**La construction de l'Europe fédérale est une fin et un moyen.**

**La fédération européenne sera d'abord l'aboutissement d'un rêve de paix, concrétisé par l'union de tous les peuples d'Europe.**

Elle sera aussi le moyen de faire de l'Europe une entité à part entière, capable d'avancer en son sein avec moins de difficultés, notamment vers une Europe sociale, et d'agir avec efficacité au sein de la communauté internationale. Cette fédération se concrétisera au travers de ses institutions, mais également grâce aux moyens et aux compétences dont elle disposera.

**Le député européen doit devenir dans l'esprit des citoyens un représentant aussi légitime que leur député national.**

Pour cela nous souhaitons instaurer un double mode d'élection des députés européens. Après avoir défini des circonscriptions régionales au sein de chaque Etat, il serait procédé à une élection par liste à la proportionnelle. S'y ajouteront 10 % des députés élus sur une liste unique pour l'ensemble de l'Union européenne.

Ce mode d'élection permettra à la fois de rapprocher les parlementaires européens des citoyens, de faire émerger une véritable opinion publique européenne et de rendre les débats pré-électorales réellement européens. Le Parlement, chambre des peuples d'Europe, sera ainsi légitime à avoir la capacité pleine et entière de l'initiative des lois européennes.

**Dans la perspective d'une fédération européenne, nous souhaitons transformer le fonctionnement et les compétences actuelles du Conseil.**

Nous souhaitons qu'il soit transformé en seul organe législatif, représentant les Etats de la fédération. Nous proposons qu'il devienne, à côté du Parlement, la deuxième chambre de l'Union européenne. Ressemblant en quelque sorte à un Sénat, il sera composé de représentants des Etats qui siégeront en permanence et seront nommés selon des procédures propres à chaque pays avec la garantie d'une participation étroite des Parlements nationaux et/ou des régions disposant de compétences législatives au plan national, ce qui est le cas dans certains pays. Cela garantira un fonctionnement libre de la Commission. Et cela permettra une participation effective et plus démocratique des Etats dans l'élaboration de la loi et dans le contrôle de la Commission.

**Enfin, la Commission Européenne doit devenir un véritable gouvernement européen.**

Notre choix est celui d'une Commission politiquement responsable, cohérente dans sa composition et assumant une politique claire. Dans cette optique, le président de la commission devra être le chef de file de la coalition ayant gagné les élections européennes. Il sera alors seul responsable du nombre et du choix des commissaires, choisis parmi les parlementaires européens. Ce gouvernement européen devra être accepté par le Parlement.

L'Europe doit parler d'une seule voix, notamment en matière de politique étrangère. Elle doit adopter une position unique dans les négociations internationales, et donc avoir un représentant unique, membre de la Commission. Celui-ci exprimera la volonté des Etats membres, qui auront délibéré préalablement au sein du Parlement et du Conseil. Nous proposons de faire des affaires étrangères le domaine exclusif de l'Union. Parallèlement, nous sommes favorables à la création d'une armée européenne, capable d'intervenir rapidement pour des opérations de maintien de la paix dans le monde.

## **C/ S'inspirer du modèle scandinave...**

**Il n'existe pas de solutions miracles: aucun pays ne saurait devenir le nouveau modèle social à suivre.**

Chaque pays, chaque peuple a sa propre histoire, ses caractéristiques géographiques, sociologiques et politiques et aucun modèle n'est transposable. Et quand bien même il le serait, ce ne serait pas forcément souhaitable à l'heure où certains pays nordiques s'engagent dans un voie clairement teintée de libéralisme.

**Néanmoins certains pays ont expérimenté des politiques qui amènent des résultats étonnants que la France est très loin d'obtenir en matière de taux de pauvreté, taux de chômage, accès aux soins et à l'éducation, écarts de revenu, politiques féministes...**

Les pays du Nord prouvent qu'une importante redistribution est possible au service d'une société offrant des conditions de vie plus homogènes.

La réflexion autour des politiques économiques, sociales et fiscales menée par les pays du Nord renvoie directement à l'idéal de société dans lequel nous souhaitons vivre.

En fonction d'objectifs élaborés de manière collective, des priorités budgétaires permettent de mettre en oeuvre des mesures qui orientent la société, qui lui donnent un sens.

Le taux de pauvreté, l'écart entre les salaires, le taux de chômage, le nombre de jours de formation, l'investissement consenti pour la recherche (...) sont autant d'objectifs où la Suède, le Danemark et la Finlande ont des résultats impressionnants.

Au Danemark, le taux de chômage est à 5,6 %, l'échelle des salaires y est 2 fois plus resserrée qu'en France, 1% seulement des salariés sont considérés comme des travailleurs pauvres (contre 6% en France), les dépenses de formation y sont plus

importantes (0,6% du PNB contre 0,3% en France), l'investissement dans la recherche (tout comme le nombre de brevets déposés) équivaut au double de ce que connaît la France...et un danois travaille 5% de moins qu'un Français !

De plus, les pays nordiques consacrent une part importante de leurs ressources à l'éducation et à la formation, ce qui est évidemment déterminant pour l'emploi.

Alors que la France consacre 5,8% de son PNB à ses dépenses publiques d'Education, le Danemark en dépense 8,5%, la Finlande 6,4% et la Suède 7,7%.

**Par ailleurs, le degré de protection sociale des pays scandinaves relève d'une logique différente assise sur une autre politique fiscale puisque par exemple la protection sociale nordique n'est pas financée principalement par des cotisations sociales assises sur les salaires, mais par l'impôt.**

**A notre tour d'imaginer une véritable réforme fiscale, qui réhabilite l'impôt afin que chacun soit conscient qu'il participe à l'effort collectif.**

Tous les pays nordiques ont développé des politiques intéressantes adaptées à des publics spécifiques pour leur permettre d'intégrer le marché du travail :

- Les personnes handicapées font l'objet de mesures de soutien telles que : assistants personnels au travail, transport, adaptation des locaux et de l'organisation du travail...
- Les travailleurs vieillissants ont fait l'objet d'un plan volontariste en Finlande.
- Le Danemark et la Suède ont des programmes très efficaces pour préparer les jeunes d'âge scolaire à la vie active et au milieu professionnel

**Enfin, sur plusieurs sujets de société, certains de ces pays ont adopté des législations d'avant-garde dont nous devons nous inspirer : notamment l'homoparentalité, le droit de vote des étrangers, le droit à mourir dans la dignité.**

**Si les pays du Nord ne proposent pas des outils " clefs en main ", ils peuvent néanmoins inspirer nos politiques et montrer que des objectifs ambitieux sont atteignables grâce à la mise en oeuvre de mesures volontaristes.**

**Nous devons montrer qu'un autre modèle est possible.**

## VIII/ RÉSOLUMENT ALTER MONDIALISTES

**Comment peut-on accepter que plus de 840 millions de personnes souffrent encore aujourd'hui de sous-alimentation dans le monde ?**

Alors que notre planète peut nourrir l'ensemble de ses habitants, l'organisation des Hommes, les règles qu'ils se sont fixés, les guerres, plongent et entretiennent dans la famine ou la sous-alimentation une partie importante de l'humanité : toutes les 7 secondes, un enfant meurt directement ou indirectement

de la faim.

**L'échec de Cancun (réunion de l'Organisation Mondiale du Commerce -OMC- en 2003 portant sur les règles du commerce international) montre à quel point les pays dits " développés " sont complètement inconscients (" n'ont pas de conscience ! ") face à ces drames du quotidien.**

Les pays du Nord, tout en protégeant largement leur agriculture (les Etats-Unis par exemple, prévoient entre 2002 et 2012, d'aider leurs céréaliers à hauteur de 180 milliards de dollars) demandent aux pays du Sud toujours plus de libéralisation et d'ouverture de leur marché. Les organisations internationales conditionnent régulièrement leurs prêts à une libéralisation forcée des marchés (à travers les " fameux " programmes d'ajustement structurels).

Les pays du Sud doivent donc faire face à l'entrée sur leur marché de produits vendus en-dessous de leur coût de production ce qui a évidemment pour conséquence immédiate de réduire fortement les productions locales.

**Ce phénomène se double d'une spécialisation de certains pays vers une mono-agriculture, orientée toute entière vers l'exportation et donc dépendante directement des pays du Nord...**

Enfin, de gigantesques sociétés transnationales exercent un véritable monopole sur certains segments de la chaîne alimentaire en contrôlant les semences, la production, la distribution et la commercialisation...et donc les prix.

10 sociétés seulement contrôlent par exemple 1/3 du marché des semences...Ces sociétés ont investi des milliards de dollars dans des technologies qui empêchent les semences de se régénérer et obligent donc chaque année les agriculteurs à en acheter de nouvelles...au prix qui leur est fixé.

## A/ Pour une véritable Souveraineté Alimentaire

Face à ce constat dramatique, la " société civile " a construit une première réponse à l'échelle de notre planète.

**Avec d'autres mouvements alter mondialistes, nous défendons le concept de Souveraineté Alimentaire présentée en 1996 par Via Campecina.**

Ce mouvement social mondial des petites exploitations familiales, est aujourd'hui mondialement reconnu et même repris par Jean Ziegler, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation (Rapport 2004).

Plus de 400 ONG mondiales ont élaboré en commun une définition claire et percutante :

*" La souveraineté alimentaire est le droit des peuples, des communautés et des pays de définir, dans les domaines de l'agriculture, du travail, de la pêche, de l'alimentation et de la gestion foncière, des politiques écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à leur situation unique. Elle comprend le droit à l'alimentation et à la production d'aliments, ce qui signifie que tous les peuples ont le droit à des aliments sûrs, nutritifs et culturellement appropriés et aux moyens de les*



*produire et doivent avoir la capacité de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs sociétés.*

*La souveraineté alimentaire signifie que le droit des peuples et des communautés de se nourrir et de produire leur nourriture prévaut sur les préoccupations commerciales. Cela suppose que l'on appuie et promeuve les marchés et les producteurs locaux plutôt que les productions destinées à l'exportation et les importations de denrées alimentaires ".*

**Cette définition confère donc des droits à chaque pays qui peut protéger sa production interne afin de devenir autonome. Le concept est d'ailleurs précisé de la manière suivante :**

- **Donner la priorité à la production par les exploitations paysannes et familiales de denrées pour les marchés intérieurs et locaux**, selon des systèmes de production diversifiés et écologiques ;
- Veiller à ce que les agriculteurs reçoivent le **juste prix pour leur production**, afin de protéger les marchés intérieurs des importations à bas prix relevant du dumping ;
- **Garantir l'accès à la terre, à l'eau, aux forêts, aux zones de pêche** et aux autres ressources à la faveur d'une véritable redistribution ;
- **Reconnaître et promouvoir le rôle des femmes** dans la production de denrées alimentaires et veiller à ce qu'elles aient un accès équitable aux ressources productives et qu'elles en aient la maîtrise ;
- **Veiller à ce que les communautés aient le contrôle des ressources productives**, par opposition à l'acquisition par des sociétés des terres, de l'eau, des ressources génétiques et d'autres ressources ;
- **Protéger les semences**, base de la nourriture et de la vie elle-même, et veiller à ce que les agriculteurs puissent les échanger et les utiliser librement, ce qui suppose le refus des brevets sur la vie et l'adoption d'un moratoire sur les cultures génétiquement modifiées ;
- **Investir des fonds publics à l'appui des activités productives des familles et des communautés**, en mettant l'accent sur l'autonomisation, le contrôle local et la production de nourriture pour la population et les marchés locaux.

Cette souveraineté alimentaire ne peut se concevoir que si l'humanité se tourne enfin et résolument vers une mondialisation solidaire.

## **B/ Pour une mondialisation solidaire**

### **1/ Une taxe de type "Tobin"**

**Les socialistes ne reprennent que du bout des lèvres l'idée d'une taxe de type « Tobin » qui aujourd'hui semble pourtant devenue incontournable.**

Avec plus de 1 800 milliards de dollars qui changent de main chaque jour uniquement liés à la spéculation et à la recherche de profits immédiats (et donc sans aucun rapport avec une production réelle !), il est urgent de reprendre le concept de cette taxe. Sa mise en place devra nous permettre de promouvoir la lutte

contre les inégalités à l'échelle nationale et internationale. Son contour et ses modes de prélèvement devront limiter l'évasion fiscale et lutter contre la spéculation.

Ce dispositif devra bien entendu être accompagné d'autres mesures fortes et significatives :

- La suppression totale et sans conditions de la dette des pays du tiers monde
- Une aide publique au développement au moins égale à 1% du PIB
- L'obligation pour les multinationales de respecter des normes sociales et environnementales dans le cadre d'une réglementation internationale
- Création d'un Conseil de Sécurité Economique et Social rattaché à l'ONU

### **2/ La création de " biens publics mondiaux "**

**Fidèles à nos propositions européennes et nationales de partage de la richesse, nous réaffirmons le droit inaliénable de chaque être humain au minimum vital sans aucune condition d'origine, de culture, de développement technologique...**

Nous réaffirmons la nécessité, vitale à terme, de protéger les ressources et le bien commun de l'humanité pour qu'ils échappent, une fois pour toutes, à l'exploitation libérale.

Notre projet de civilisation durable, fondé sur un développement universel, éthique et respectueux des ressources, trouve toute sa dimension dans le respect des droits humains et dans l'accès aux " biens publics mondiaux ".

- L'ONU doit donc développer des programmes globaux en termes de biens publics mondiaux pour permettre à tous un accès à ces biens dans des conditions décentes et pour agir avant l'apparition de crises majeures. Les premiers pas dans ce sens sont la création :
- D'un programme d'accès aux médicaments (notamment aux médicaments génériques contre le SIDA) non soumis au droit des brevets de l'OMC
- D'un programme d'accès à l'eau favorisant la coopération et la coordination des états
- De programmes de transferts de technologie dans le domaine médical ou environnemental
- D'une Agence Mondiale de l'Environnement rattachée à l'ONU avec un réel pouvoir de décision

### **3/ Vers une nouvelle gouvernance mondiale**

Approprions-nous les enjeux de la globalisation ! La tentation du repli national n'a pas d'avenir, nous devons nous engager dans une démarche volontariste de politisation et de responsabilisation de notre environnement planétaire.

**Oui à la marche vers un gouvernement mondial, issu de la légitimité des urnes, qui, fort du principe de subsidiarité, pourrait prendre en charge les questions d'intérêt planétaire au-delà du seul horizon marchand.** Démocratiser et politiser les instances internationales, c'est se donner les moyens de sortir de la logique d'une optimisation économique généralisée au service d'un ordre libéral. L'ONU est le cadre politique pertinent pour refonder l'ordre international.

Elle doit être renforcée et démocratisée, pour assurer le caractère universel de sa mission.

Pour aller dans cette direction, le rôle de l'ONU doit d'abord être élargi. L'ONU doit devenir l'élément central du gouvernement mondial et doit avoir les moyens de sa compétence universelle.

**Les organisations internationales spécialisées, telles l'Organisation Mondiale du Commerce ou le Fonds Monétaire International, doivent être rattachées et soumises à l'ONU.** Son budget doit être augmenté notamment par l'accroissement des contributions des Etats, voire à terme pris en charge par un impôt mondial.

L'ONU doit se donner les moyens légaux, financiers et militaires de mettre en œuvre ses résolutions.

Il faut par exemple mettre en place une force internationale opérationnelle permanente, sous commandement de l'ONU, qui fera appliquer ses résolutions en toute indépendance.

**Par ailleurs, le rôle de la société civile doit prendre encore plus d'importance.**

**Les ONG, au Nord comme au Sud, sont devenues de fait les principaux remparts contre une mondialisation libérale.**

**Les initiatives de la société civile favorisent une coopération basée sur une "démarche partenariale" nécessitant une relation préalable et incontournable d'égalité et de confiance.**

Il est tant de sortir de cette posture de "charité" dans laquelle le Nord s'est souvent installé oubliant son histoire coloniale en considérant que son modèle devait prévaloir. **Sortir d'une logique d'aide et rentrer dans une logique de partenariat permettrait à tous de poursuivre un dialogue digne et responsable.**

Enfin, il faut inverser la tendance actuelle de restriction budgétaire pour l'ensemble des associations et ONG, encourager les coopérations de collectivités locales du Nord, associations et collectivités locales du Sud, massifier l'offre d'un service européen de coopération, systématiser la possibilité de partir en congé solidaire durant sa vie professionnelle, etc...

Plus que jamais, si nous voulons construire aujourd'hui un projet de société, nous devons l'inscrire dans un cadre mondial. Notre mondialisme doit être au service du progrès pour tous les peuples.

#### **4/ Le mondialisme, prise en compte des différences pour lutter contre le communautarisme**

Alors que la seconde moitié du XXème siècle avait été marquée, avec la décolonisation, par le triomphe de l'idée de Nation, ce début de XXIème siècle voit proliférer l'activisme politique de communautés ethniques et religieuses. Même, notre Pays, berceau de l'idée de Nation, exemple d'assimilation de plusieurs générations d'immigrants dans un véritable creuset culturel commun est confronté à ce phénomène. Finalement, il n'est pas paradoxal d'affirmer que la mondialisation nourrit le communautarisme.

Le mondialisme que nous devons construire doit s'appuyer sur ce qui fonde l'organisation et la volonté des peuples du Monde

à un moment de leur Histoire.

**Etre internationaliste aujourd'hui consiste à aller vers une mondialisation prenant en compte les différences ethniques et religieuses, non pour les opposer mais pour les inciter à s'unir dans un dialogue fondé sur la diversité et porteur de solutions pour l'humanité.**

Fonder ainsi, une politique internationale, renvoie non seulement à l'état actuel du Monde mais également aux problèmes de Société, qui agitent la FRANCE et l'EUROPE. Ces deux dimensions en font la pertinence.

## **Conclusion**

Cette motion tente d'esquisser un nouveau modèle de société, une vision globale du monde. Nous vous invitons donc à un débat qui se doit d'être ambitieux.

**Nous vous proposons un projet solidaire, généreux, profondément collectif. Il marque une rupture claire avec une réalité où l'échange ne serait que financier et l'Homme un consommateur.**

Au sein de notre parti et de la gauche, il y a d'autres propositions, d'autres tentatives sincères pour répondre à l'injustice et dessiner une autre société. Nous les respectons. Chacun de ces projets est une chance et un levier pour démontrer que l'action politique est bien vivace. Le combat doit être mené contre le conservatisme d'un système dominant qui veut substituer l'économie au politique, l'argent au bulletin de vote.

Pour nous il s'agit du progrès humain : lien social, vie démocratique, maîtrise de son temps, ambition partagée, dignité des individus. Ce sont autant de valeurs qui ne se perçoivent que collectivement et qui s'appuient sur bien plus que des repères de croissance et de production.

**Nous portons une critique radicale du système capitaliste fondé sur les dogmes de la croissance, de la société de consommation et de la glorification de la "valeur" travail. Cette analyse doit s'accompagner nécessairement d'une approche de la transformation sociale tout aussi radicale.**

Nous assumons notre utopie, elle est inscrite dans notre nom. Nous assumons des propositions qui peuvent apparaître en décalage avec l'ensemble des analyses de nos camarades socialistes.

**Nous sommes convaincus qu'un projet socialiste doit aussi fixer un cap, un horizon.**

**Nous faisons partie de ceux qui ont comme ambition de changer de modèle, de ceux qui ne sauront se satisfaire de rafistolages ou de régulation à la marge.**

La transformation de la société doit être menée par tous les acteurs politiques au sens premier du terme :

Dans le champ de la démocratie représentative, par les élus.

Dans le champ de la démocratie sociale, par les syndicats et leurs adhérents.

Dans le champ de la démocratie participative, par les acteurs de la société civile, les associations et toutes les mobilisations collectives de citoyens.

**C'est à une véritable bataille culturelle que nous vous invitons.**

Nous vous appelons donc à nous rejoindre.

**Avec enthousiasme et détermination, vous pouvez compter sur nous pour brandir fièrement et fraternellement l'utopie au sein des débats de notre parti.**

## **UTOPIA, l'histoire d'une démarche**

Avant même de s'appeler UTOPIA, le groupe prend forme en 1996 en rassemblant un petit nombre de lecteurs enthousiastes du livre « Le Travail, une valeur en voie de disparition » de Dominique Méda. Parmi eux, la plupart sont impliqués en politique au sein du PS, mais la rencontre est avant tout intellectuelle.

**Les débats s'articulent autour des thèses développées par Dominique Méda, sur la place de la valeur travail dans la société.** Lors d'une première rencontre avec la philosophe, la possibilité d'une traduction politique de ses positions est évoquée.

L'arrivée de la gauche au gouvernement en 1997 amène le groupe à s'investir plus particulièrement dans la formulation

d'une logique de long terme face à une pratique du pouvoir qui se situe naturellement dans le quotidien.

**Le nom " UTOPIA " est choisi en 1999, lors de la première université d'été, en référence au livre de Thomas More.** Le séminaire avait pour objet d'entamer une réflexion sur ce que pourrait être une société idéale en reprenant ainsi la démarche du philosophe anglais.

En 1999, la parution d'un nouveau livre de Dominique Méda « Qu'est-ce que la richesse », alimente la réflexion d'UTOPIA. L'articulation d'une nouvelle définition de la richesse et d'un nouveau rapport au travail, structure dès lors le développement d'UTOPIA, tant pour approfondir nos propositions que pour rassembler de nouveaux militants.

**Afin de défendre ses idées, Utopia décide en 2003 de présenter une motion au Congrès de Dijon et recueille plus de 1 000 voix (1%...) au sein de notre parti.**

En 2004 et 2005, Utopia tisse de nouveaux liens avec le monde intellectuel et culturel.

**Des discussions avec le sociologue Jean Gadrey nous conduisent à développer et préciser certains thèmes.**

**Enfin, un partenariat avec le réseau des cinémas Utopia et d'autres cinémas indépendants nous permet de porter notre discours de manière différente.**

Ce congrès est pour nous une occasion supplémentaire de relancer une réflexion sur ce que devrait être une « bonne société ».

**UTOPIA  
BP 20 016  
75 721 Paris Cedex 15  
contact@utopia-terre.org  
www.utopia-terre.org**